



Department of Finance
Canada

Ministère des Finances
Canada

Recherche en ce qui concerne l'état de l'économie – automne 2022

Rapport final

Préparé à l'intention de Finances Canada

Nom du fournisseur : Environics Research

Numéro de contrat : 60074-221039/001/CY

Valeur du contrat : 279 189,10 \$ (TVH incluse)

Date d'attribution des services : 6 septembre 2022

Date de livraison des services : 25 novembre 2022

Numéro d'enregistrement : ROP 038-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec
Finances Canada à l'adresse : por-rop@fin.gc.ca

This report is also available in English.

Canada

Recherche en ce qui concerne l'état de l'économie – automne 2022 – Rapport final

Préparé à l'intention de Finances Canada par Environics Research

Novembre 2022

Permission de reproduire

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Il faut avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de Finances Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse : por-rop@fin.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Finances du Canada, 2022.

N° de catalogue : F2-289/2023F-PDF

ISBN 978-0-660-46404-6

This publication is also available in English under the title *Research on the state of the economy - fall 2022 – Final report*

N° de catalogue : F2-289/2023E-PDF

ISBN 978-0-660-46403-9

Table des matières

Résumé du rapport	i
Contexte et objectifs	i
Méthodologie	i
Valeur du contrat	ii
Principales constatations – phase qualitative	ii
Principales constatations – phase quantitative.....	vi
Énoncé de neutralité politique et coordonnées.....	ix
Introduction	1
Contexte	1
I. Constatations détaillées – phase qualitative	2
A. Perceptions de l'économie canadienne	2
B. L'inflation et le coût de la vie	4
C. Mesures favorisant l'abordabilité	6
D. Logement	7
E. Préoccupations liées au déficit ou à la dette	8
F. Les priorités pour l'automne	8
II. Constatations détaillées – phase quantitative	10
A. Évaluation de l'économie	10
B. Mesures gouvernementales.....	15
C. Bien-être personnel.....	19
D. Impôt et politique fiscale	27
E. Logement	30
Annexe A : Méthodologie de la phase qualitative	35
Annexe B : Méthodologie de la phase quantitative	37
Annexe C : Guide de discussion	40
Annexe D : Questionnaire de recrutement	46
Annexe E : Questionnaire du sondage	55

Remarque : Des tableaux croisés détaillés sont fournis dans un document distinct.

Résumé du rapport

Contexte et objectifs

Finances Canada a retenu les services d'Environics Research Group afin de mener, à l'automne 2022, une recherche qualitative et quantitative sur l'opinion publique auprès de la population canadienne. La recherche vise à explorer les préoccupations et les perceptions globales des Canadiens et Canadiennes en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie du pays et aux enjeux émergents, ainsi que leurs attentes quant au rôle que le gouvernement du Canada devrait jouer dans l'économie et d'autres mesures destinées à améliorer leur qualité de vie. Plus précisément, le présent rapport analyse les attitudes actuelles de la population canadienne à l'égard de certains sujets, notamment :

- l'état de l'économie;
- l'inflation et le coût de la vie;
- les facteurs de stress financier;
- les enjeux fiscaux tels que le déficit et le système d'imposition;
- l'offre et l'abordabilité des logements;
- les priorités pour l'Énoncé économique de l'automne.

Méthodologie

Collecte de données qualitatives

Environics Research a mené, en septembre et en octobre 2022, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe visant à évaluer les opinions des Canadiens et Canadiennes quant à l'état actuel de l'économie. Les discussions se sont déroulées sur la plateforme Zoom, et deux séances, l'une auprès de participants à revenu élevé et l'autre, de participants à revenu plus faible, ont été organisées dans chacune des régions suivantes : en Ontario (le 29 septembre), dans les Prairies (le 3 octobre), en Colombie-Britannique (le 4 octobre), au Québec (le 5 octobre) et dans les provinces de l'Atlantique (le 6 octobre). Les deux séances du Québec ont été menées en français, et les huit autres, en anglais.

Les participants étaient âgés de 18 ans ou plus et appartenaient à différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et milieux. Les séances de discussion, de 90 minutes environ, regroupaient de six à huit personnes (sur les huit recrutées pour chacun des groupes). Les participants se sont vu offrir la somme de 100 \$ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence.

Limites : L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Collecte de données quantitatives

Environics a mené, du 23 septembre au 4 octobre 2022, un sondage en ligne auprès d'un échantillon représentatif de 2 007 Canadiens et Canadiennes adultes. *Puisque les répondants au sondage en ligne ont été recrutés à partir d'un panel à participation volontaire, l'échantillon est non probabiliste et aucune marge d'erreur ne peut être calculée.* La répartition régionale des sondages est décrite ci-dessous.

Répartition régionale	Total	C.-B./Yn	Alb./T.N.-O.	Sask.	Man./Nt	Ont.	Qc	Atl.
N ^{bre} d'entrevues achevées	2 106	330	283	117	124	625	420	207
% d'entrevues achevées	100 %	16 %	13 %	6 %	6 %	30 %	20 %	10 %

Le présent rapport comprend un résumé des principales constatations tirées de l'étude, suivi d'une analyse approfondie des données issues des séances de discussion et du sondage. Un document distinct renferme pour sa part un ensemble de tableaux croisés présentant les résultats obtenus à toutes les questions, en fonction de segments de la population définis par région et caractéristique démographique. Dans l'analyse détaillée, chacun de ces tableaux est associé à une question du sondage.

Dans le présent rapport, les résultats quantitatifs sont exprimés en pourcentage, à moins d'avis contraire. Il est possible que la somme des résultats ne soit pas égale à 100 % en raison de l'arrondissement des nombres ou de réponses multiples. Il est également possible que les résultats nets mentionnés dans le texte ne correspondent pas exactement aux résultats individuels figurant dans les tableaux en raison de l'arrondissement.

Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 279 189,10 \$ (TVH incluse).

Utilisation des constatations de la recherche. En évaluant et en analysant l'opinion des Canadiens et Canadiennes, le gouvernement du Canada est en mesure d'avoir un meilleur aperçu d'importants enjeux politiques liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue à la suite de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée à Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement de priorités, le développement de politiques et la planification de programmes et de services.

Principales constatations – phase qualitative

A. Perceptions de l'économie canadienne

La plupart des participants aux séances de discussion ont manifesté leur pessimisme et leur inquiétude quant à l'économie canadienne. Les enjeux les plus souvent mentionnés spontanément étaient l'inflation, la hausse des taux d'intérêt et le logement abordable, le thème commun étant la hausse du coût de la vie. Les Canadiens et Canadiennes ont souvent de mauvaises surprises en voyant le prix des articles courants, et la majorité a dit s'attendre à ce que le prix des biens essentiels, comme les produits d'épicerie et l'essence, continue d'augmenter, devenant de plus en plus inabordable.

Lorsqu'on leur a demandé de décrire l'économie du pays en un mot, les participants ont eu tendance à évoquer des sentiments d'incertitude et de pessimisme, choisissant des termes comme « effrayante », « en difficulté »,

« difficile » et « chère ». Parmi les autres mots mentionnés moins fréquemment, notons « incertaine », « précaire », « inflation », « récession », « survie », « décevante », « faible », « peu prometteuse » et « en surchauffe ». Certains termes étaient plus neutres ou positifs : « passable », « cela dépend », « prévisible », « stable » et « en reprise ».

Les attitudes à l'égard de l'économie étaient assez semblables d'une région à l'autre et dans les deux groupes de revenu, les participants se sentant incertains et peu optimistes quant à l'état actuel de l'économie canadienne et s'inquiétant de l'avenir. La plupart estimaient qu'il pourrait falloir encore quelques années avant que l'économie ne se remette des difficultés actuelles. La majorité des participants aux séances de discussion anticipaient une reprise lente, plusieurs avançant qu'il faudra au moins quelques années avant que nous n'assistions à un certain redressement relativement à l'inflation et aux taux d'intérêt. Les gens étaient d'avis qu'il faut « attendre que cela passe », que la situation allait nécessairement s'aggraver avant de s'améliorer. On a observé un certain optimisme résiduel à la suite de l'amélioration connue par l'économie après les confinements liés à la pandémie, mais ce sentiment s'est estompé par rapport à ce qu'il était au début de l'année.

B. Préoccupations liées à l'inflation et au coût de la vie

Lorsqu'on leur a demandé des exemples de choses qui sont devenues de moins en moins abordables, les participants ont le plus souvent indiqué les produits d'épicerie, suivis de l'essence et des services publics. Plusieurs personnes ont dit avoir trouvé des moyens de faire face à la hausse des prix. On a mentionné utiliser des coupons, manger moins souvent au restaurant, modifier ses habitudes d'alimentation et faire des achats en grosses quantités. Parmi les autres moyens utilisés pour faire face à la hausse du coût de la vie, notons le fait d'utiliser moins souvent son véhicule et d'être plus efficace dans ses déplacements, l'achat de biens d'occasion plutôt que de produits neufs et la réduction des dépenses discrétionnaires en général. Certains ont dit cumuler plusieurs emplois, d'autres remettent certains achats ou encore s'endettent.

Les participants aux séances de discussion étaient largement conscients que plusieurs facteurs se trouvent à la source de l'inflation; ils ont le plus souvent nommé les problèmes de la chaîne d'approvisionnement et les pénuries de marchandises liées à la pandémie. Ces causes étaient suivies par la cupidité des entreprises et l'idée que celles-ci tentent de se remettre des pertes accusées durant la pandémie, invoquant l'inflation pour justifier l'augmentation de leurs prix. Plusieurs participants étaient aussi d'avis que l'inflation est au moins en partie motivée par des enjeux mondiaux comme la guerre en Ukraine et la situation économique d'autres pays. Certains avaient l'impression que l'inflation découlait des trop grandes dépenses gouvernementales durant la pandémie et que la Banque du Canada avait imprimé trop d'argent.

De nombreux participants se sont dits inquiets des répercussions de la hausse des taux d'intérêt, et ils comprenaient souvent mal la façon dont des taux plus élevés, une mesure considérée comme entraînant l'augmentation des dépenses quotidiennes de la population, pourraient également réduire l'inflation et rendre la vie plus abordable.

C. Mesures favorisant l'abordabilité

On a demandé aux participants de quelle façon le gouvernement fédéral pourrait rendre la vie quotidienne plus abordable. Plusieurs ont eu de la difficulté à trouver des idées de mesures qui pourraient être adoptées. Certains ont suggéré d'abaisser l'impôt sur le revenu ou les taxes de vente, de réduire ou d'éliminer la taxe carbone, d'accorder des subventions aux familles à faible revenu, de fixer un plafonnement du prix des biens essentiels et d'investir dans les logements abordables.

Peu de gens avaient entendu parler des nouvelles initiatives annoncées par le gouvernement fédéral qui pourraient rendre la vie plus abordable. Lorsqu'ils ont été questionnés précisément à ce sujet, plusieurs se sont souvenus du programme de soins dentaires pour les familles à faible revenu, et certains avaient également entendu parler de l'augmentation du remboursement de la TPS. Très peu connaissaient le crédit pour les logements. De nombreux participants à revenu moyen et élevé ont supposé que les mesures en place ne s'appliquaient probablement pas à eux puisqu'ils se trouvent au-dessus du seuil de faible revenu.

D. Préoccupations relatives au logement

L'abordabilité du logement constitue une importante préoccupation, évoquée tant lors des discussions sur l'économie générale que dans celles sur les taux d'intérêt et l'abordabilité. Les préoccupations liées au logement ont été soulevées très souvent dans toutes les régions, il ne s'agit plus d'un enjeu se retrouvant principalement dans les grandes villes, ou encore en Ontario et en Colombie-Britannique. Ce problème touche maintenant toutes les régions du pays. Plusieurs personnes ont mentionné que, durant la pandémie, le prix du logement et les loyers ont augmenté même dans les communautés plus petites.

Lorsqu'on leur a demandé quelle est leur principale préoccupation en matière de logement, une majorité écrasante de participants indiquent le coût et l'abordabilité. Plusieurs ont dit se demander si les jeunes et les générations futures seront en mesure d'accéder à la propriété, et de nombreux participants s'inquiétaient de leur propre capacité à devenir un jour propriétaires, éliminant l'accès à la propriété de la liste des possibilités compte tenu des coûts actuels et de l'incertitude quant à l'avenir. Les participants ont également manifesté leur inquiétude quant à la disponibilité des logements, à la hausse des taux d'intérêt et à l'entretien.

Les personnes au revenu plus faible ont eu tendance à insister sur les problèmes immédiats liés à l'accessibilité des logements, comme la capacité de payer le loyer, la possibilité de trouver un endroit où habiter dans leurs moyens s'ils sont obligés de déménager ou l'impression que les logements de leur communauté sont maintenant hors de prix.

Dans les groupes à revenu plus élevé, la plupart des participants étaient déjà propriétaires; leurs inquiétudes étaient donc davantage axées sur leurs enfants et la question de savoir si ceux-ci auraient un jour les moyens de vivre là où ils veulent, que ce soit en tant que propriétaires ou locataires, de même que sur la hausse des coûts hypothécaires. Certains ont aussi dit s'inquiéter de l'endroit où ils habiteront à leur retraite, souhaitant réduire la taille de leur demeure.

E. Préoccupations relatives au déficit et à la dette

La plupart des participants étaient vaguement conscients du déficit et de la dette du Canada. En général, ils n'étaient pas particulièrement inquiets de ces enjeux et n'avaient pas l'impression d'être personnellement touchés par la dette nationale. Ils se préoccupaient beaucoup plus de leurs dettes personnelles que de celles du gouvernement. La majorité des participants jugeaient le déficit du Canada normal et inévitable, surtout compte tenu des dépenses nécessaires durant la pandémie. Les participants ont souvent été soulagés de savoir que la dette et le déficit du Canada étaient inférieurs à ceux des autres pays du G7.

Certaines personnes préoccupées par ces enjeux ont dit s'inquiéter des répercussions que cela pourrait avoir sur les générations futures. Même chez les gens qui convenaient qu'il était parfois nécessaire pour le gouvernement d'afficher un déficit, tous s'entendaient pour dire qu'un plan devait être mis en place pour pouvoir tôt ou tard le maîtriser. Certains étaient d'avis que le gouvernement devait mieux contrôler ses dépenses, surtout celles hors

du Canada destinées à l'aide à l'étranger. Personne ne souhaitait toutefois la mise en place de mesures radicales visant à éliminer rapidement le déficit.

F. Les priorités pour l'automne

De l'avis des participants, l'Énoncé économique de l'automne devrait reconnaître que la population canadienne fait face à des difficultés et être axé sur l'abordabilité. Les gens souhaitaient entendre parler de transparence accrue et qu'on leur donne espoir pour l'avenir. Lorsqu'on leur a demandé de nommer des initiatives précises qu'ils aimeraient voir incluses dans l'Énoncé, les participants ont mentionné des mesures telles que les baisses d'impôts, la mise en œuvre d'un revenu national garanti, l'augmentation des investissements dans l'avenir des jeunes, l'allègement de la dette étudiante et de meilleures perspectives d'emploi, des mesures de soutien à l'intention des familles à revenu faible et moyen et des programmes sociaux pour aider les gens dans le besoin.

Les opinions étaient partagées quant à savoir si l'Énoncé économique de l'automne devrait être axé sur les priorités à court terme ou encore à moyen et à long terme. Même si la plupart des gens jugeaient que l'Énoncé devrait miser sur une stratégie économique à long terme, plusieurs étaient d'avis qu'une perspective à plus court terme était nécessaire pour s'attaquer aux graves problèmes d'abordabilité auxquels font face les Canadiens et assurer une stabilité au lendemain de la pandémie.

Principales constatations – phase quantitative

A. Évaluation de l'économie

Au moment d'évaluer l'état actuel de l'économie canadienne, deux répondants sur dix (21 %) le qualifient de « bon » (notes de 7 à 10), plus de trois personnes sur dix (34 %) se montrent neutres (notes de 5 ou 6) et plus de quatre personnes sur dix (43 %) sont d'avis que l'économie se porte mal (notes de 1 à 4).

Partout au pays, une minorité de Canadiens continuent d'évaluer leur économie provinciale de façon positive; une majorité relative de répondants dans la plupart des régions fournissent une évaluation négative, à l'exception des résidents du Québec, qui sont partagés entre des opinions négatives ou neutres à cet égard. La moitié des résidents des provinces de l'Atlantique évaluent négativement l'économie de leur province.

Huit Canadiens sur dix (79 %, en hausse par rapport aux 69 % du sondage de février-mars) perçoivent négativement le prix actuel des produits d'épicerie. Les trois quarts des répondants (77 %) ont une impression négative du prix actuel de l'essence, tandis que près de six personnes sur dix (58 %) évaluent négativement le coût des services publics.

Plus de quatre personnes sur dix (43 %, en hausse par rapport aux 31 % du début de l'année) estiment que l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie constituent l'enjeu économique le plus préoccupant. Le logement abordable arrive en deuxième place, mais loin derrière, choisi par un peu plus d'une personne sur dix (13 %). Sept pour cent mentionnent maintenant précisément la hausse des taux d'intérêt.

B. Mesures gouvernementales

Une majorité relative de 37 % des Canadiens et Canadiennes croient qu'il faudra un ou deux ans pour que la période actuelle de forte inflation soit maîtrisée. Deux personnes sur dix sont d'avis qu'il faudra un an ou moins, tandis que le quart des répondants estiment qu'il faudra plus de deux ans et 6 %, que cette situation est permanente.

La plupart des Canadiens sont convaincus que les politiques du gouvernement fédéral peuvent avoir une très grande influence sur le taux d'inflation; en effet, un peu moins de six personnes sur dix (57 %) affirment que cet énoncé est celui qui se rapproche le plus de leur point de vue. Environ le quart (23 %) des répondants jugent quant à eux que le taux d'inflation est principalement déterminé par des facteurs mondiaux et que les politiques gouvernementales n'ont que peu d'influence à ce sujet. Un pourcentage significatif de 20 % sont incapables de se prononcer.

Lorsqu'on leur demande d'évaluer 12 enjeux dont le gouvernement fédéral devrait tenir compte au moment de prendre ses décisions budgétaires, ceux considérés comme les plus importants sont liés au fait de maîtriser le coût de la vie (88 %) et l'inflation (84 %), de rendre le coût de la vie plus abordable (88 %) et d'améliorer le système de soins de santé (87 %).

C. Bien-être financier

La moitié des Canadiens et Canadiennes (50 %, en hausse par rapport aux 43 % du début de l'année) évaluent leur propre situation financière de façon positive (notes de 7 à 10); trois personnes sur dix (30 %) se disent neutres à cet égard, tandis que deux répondants sur dix (20 %) jugent leur situation mauvaise dans une certaine mesure.

La hausse du coût de la vie représente encore une fois la plus importante source de stress parmi les facteurs évalués, plus de quatre personnes sur dix la considérant comme une source de stress majeure (82 %, une source de stress au moins modérée, en hausse par rapport aux 73 % de février-mars 2022), tandis que les trois quarts (75 %) des répondants éprouvent au moins un certain stress en raison de la qualité du système de santé. Sept personnes sur dix (71 %) sont préoccupées par le coût des produits d'épicerie. Les Canadiens et Canadiennes sont en revanche moins stressés par le terrorisme (34 %), leur capacité de payer leurs factures mensuelles (33 %), le manque d'occasions d'avancement professionnel (32 %) ou leur sécurité d'emploi (29 %).

Chez les parents, trois personnes sur dix (31 %) s'inquiètent beaucoup de savoir si leurs enfants seront en mesure de s'offrir un endroit où rester lorsqu'ils seront plus âgés, tandis que le quart (26 %) considère la qualité de l'environnement lorsque leurs enfants seront plus âgés comme une source majeure de stress.

Plus du tiers des Canadiens (36 %) sont maintenant au moins un peu *moins* convaincus qu'ils arriveront à payer leurs factures et à se procurer les choses dont ils ont besoin, comparativement à l'année dernière. Un peu plus d'une personne sur dix se dit au moins un peu plus confiant à ce sujet, tandis que la moitié sont tout aussi confiants qu'ils l'étaient l'année dernière.

Lorsqu'on leur demande de nommer la dépense qui fait en sorte qu'il est plus difficile pour eux de joindre les deux bouts, le quart des répondants indiquent les produits d'épicerie (24 %) tandis qu'un autre quart, le logement (24 %). Moins d'une personne sur dix mentionne que l'essence (8 %) ou les services publics (7 %) sont les dépenses les plus difficiles à payer. Trois répondants sur dix affirment n'avoir actuellement aucune difficulté à payer leurs dépenses.

Trois personnes sur dix (29 %, un pourcentage quelque peu en baisse par rapport aux 34 % plus tôt dans l'année) s'inquiètent beaucoup ou un peu à l'idée qu'un membre de leur ménage ou eux-mêmes perdent leur emploi.

D. Impôt et politique fiscale

La majorité des gens sont d'accord (notes de 7 à 10) avec la plupart des énoncés concernant la façon dont le gouvernement fédéral aborde les enjeux fiscaux, mais le niveau d'accord est le plus élevé pour l'énoncé selon lequel le gouvernement fédéral devrait mettre en place une stratégie visant à réduire progressivement la dette nationale (71 %). Les deux tiers (66 %) des répondants estiment que le gouvernement fédéral devrait fournir aux provinces un financement plus permanent pour les soins de santé, même si cela fera augmenter le déficit.

Trois nouveaux énoncés ajoutés à cette vague obtiennent l'accord d'une minorité : le gouvernement fédéral tente de soutenir les Canadiens en période de difficultés économiques (43 %), comprend les enjeux économiques auxquels est confrontée la population (35 %) et devrait offrir plus de soutien financier pour aider l'Ukraine à se défendre contre la Russie, même si cela ferait augmenter le déficit (32 %).

Les trois quarts des répondants estiment que les grandes sociétés (77 %, en hausse de sept points de pourcentage depuis février-mars) et les membres du 1 % le plus riche (74 %) devraient payer plus de taxes et d'impôts. Sept personnes sur dix (70 %) croient aujourd'hui que les institutions financières devraient payer plus, alors que six sur dix étaient de cet avis au début de l'année. Comme dans la vague précédente, environ la moitié des Canadiens jugent que les petites entreprises (51 %) et les membres de la classe moyenne (51 %) paient un montant approprié en taxes et en impôts, tandis que six répondants sur dix (59 %) croient que les personnes à faible revenu devraient en payer moins.

E. Logement

Plus de huit Canadiens sur dix (83 %) sont d'accord (notes de 7 à 10) pour dire qu'il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété dans le climat économique actuel et sept personnes sur dix (71 %) sont d'avis que le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables qui sévit au pays. Le quart (25 %) des répondants sont en accord avec l'énoncé selon lequel il serait facile pour une personne cherchant à acheter une propriété aujourd'hui de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire.

Les trois quarts (77 %) des propriétaires affirment qu'il était extrêmement important pour eux d'être propriétaires, et un peu plus de la moitié (53 %) des membres de ce groupe estiment que les coûts associés à leur propriété sont abordables. Chez les locataires, un peu plus de la moitié (53 %) des répondants trouvent qu'il est extrêmement important pour eux d'être en mesure d'acquérir une propriété dans l'avenir, et quatre personnes sur dix (39 %) jugent leur loyer abordable.

Comme c'était le cas en février et en mars de cette année, lorsqu'il est question du logement, les gens croient que le gouvernement fédéral devrait en priorité chercher à accroître l'accessibilité à des logements abordables (76 %), puis continuer d'offrir des mesures de soutien aux acheteurs d'une première propriété (74 %). Sept personnes sur dix considèrent chacune de ces quatre politiques comme une priorité : accroître la transparence dans les opérations immobilières (71 %), prendre des mesures sévères contre les grands propriétaires qui accaparent les logements (71 %), prolonger l'interdiction temporaire d'achat de propriétés par des étrangers (71 %) et rendre les paiements hypothécaires plus abordables (69 %).

Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Derek Leebosh
Vice-président, Affaires publiques
Environics Research Group
derek.leebosh@environics.ca
416 820-1963

Nom du fournisseur : Environics Research Group
Numéro de contrat de TPSGC : 60074-221039/001/CY
Date du contrat initial : 6 septembre 2022
Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse suivante : por-rop@fin.gc.ca

Introduction

Finances Canada a retenu les services d'Environics Research Group afin de mener, à l'automne 2022, une recherche qualitative et quantitative sur l'opinion publique auprès de la population canadienne. Le principal objectif de cette recherche était d'explorer ce que pensent actuellement les Canadiens des sujets suivants :

- l'état de l'économie;
- l'inflation et le coût de la vie;
- les facteurs de stress financier;
- les enjeux fiscaux tels que le déficit et le système d'imposition;
- l'offre et l'abordabilité des logements;
- les priorités pour l'Énoncé économique de l'automne.

La recherche vise à explorer les préoccupations et les perceptions globales des Canadiens et Canadiennes en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie du pays et aux enjeux émergents, ainsi que leurs attentes quant au rôle que le gouvernement du Canada devrait jouer dans l'économie et d'autres mesures destinées à améliorer leur qualité de vie.

Contexte

Le ministère des Finances a besoin que des études soient menées pour obtenir de l'information sur l'environnement public au sein duquel les mesures prises par le gouvernement seront communiquées. Il s'avère important que le ministère des Finances du Canada effectue des recherches sur l'opinion publique afin d'avoir un portrait juste et à jour de l'évolution de l'humeur de la population en ce qui a trait à l'état de l'économie, à son propre sentiment de bien-être économique et aux gestes posés par le gouvernement en matière économique, dans le but d'être bien au fait du contexte dans lequel les mesures qu'il prend seront communiquées.

I. Constatations détaillées – phase qualitative

A. Perceptions de l'économie canadienne

Association de mots et évaluation générale

Au début de chaque séance, les participants devaient indiquer le mot qui, à leur avis, décrit le mieux l'état actuel de l'économie canadienne. Les mots choisis évoquaient généralement des sentiments d'incertitude et de pessimisme, comme « effrayante », « en difficulté », « difficile » et « chère ». Parmi les autres mots mentionnés moins fréquemment, notons « incertaine », « précaire », « inflation », « récession », « survie », « décevante », « faible », « peu prometteuse » et « en surchauffe ». Certains termes étaient plus neutres ou positifs : « passable », « cela dépend », « prévisible », « stable » et « en reprise ». Les mots utilisés pour décrire l'économie étaient sensiblement les mêmes d'une région à l'autre. Quelques différences ont toutefois été observées entre les niveaux de revenu, les participants à revenu moyen ou élevé employant plus souvent des termes neutres ou moins pessimistes.

Les attitudes globales quant à l'état de l'économie canadienne étaient assez semblables d'une région à l'autre et dans les deux groupes de revenu, les participants se sentant incertains et peu optimistes quant à l'état actuel de l'économie nationale et s'inquiétant de l'avenir. Les gens trouvaient en général que tout semble devenir de moins en moins abordable et s'inquiétaient de divers aspects de leur situation financière. Les participants plus jeunes se demandaient s'ils pourront un jour se permettre de partir de la maison familiale et accéder à la propriété. Les membres des générations plus âgées s'inquiétaient quant à eux de leur retraite et se demandaient si leurs propres enfants pourront acheter une maison et assurer leur sécurité financière. Les participants de tous les niveaux de revenu et de toutes les régions se souciaient de leurs besoins immédiats, comme l'épicerie et l'essence, et certains ont dit avoir dû apporter d'importants changements à leurs habitudes de consommation ou recourir à des cartes de crédit et à des banques alimentaires.

Préoccupations précises

Lorsqu'ils ont été invités à nommer des préoccupations économiques précises, les participants ont fourni des réponses semblables; les enjeux qui sont revenus les plus souvent sont l'inflation, la hausse des taux d'intérêt et le logement abordable, le thème commun étant la hausse du coût de la vie. Les différences entre les sous-groupes étaient peu nombreuses, tous se montrant préoccupés par ces enjeux économiques majeurs. Les participants de l'Ontario et des provinces de l'Atlantique ont toutefois fait mention des salaires plus que ceux des autres régions, et du fait que ceux-ci stagnent et n'augmentent pas au même rythme que l'inflation. L'inflation était le sujet relevé le plus fréquemment. Les Canadiens et Canadiennes ont souvent de mauvaises surprises en voyant le prix des articles courants, et la majorité a dit s'attendre à ce que le prix des biens essentiels, comme les produits d'épicerie et l'essence, continue d'augmenter, devenant de plus en plus inabordable. Les préoccupations économiques soulevées étaient presque toujours de nature personnelle, à l'échelle microéconomique. Les enjeux relevant davantage de la macroéconomie, comme le rendement, la croissance ou les politiques économiques durables, ont rarement été mentionnés.

Il convient de souligner que le chômage n'a pratiquement jamais été relevé comme préoccupation. Tous se sont entendus sur le fait que de nombreux emplois étaient disponibles dans leur communauté. Le problème concernait surtout le manque d'emplois offrant un salaire suffisant et des avantages sociaux. On a mentionné qu'il est toujours possible de trouver des emplois au salaire minimum, mais que ceux-ci ne permettent pas de gagner sa vie convenablement. Plutôt que de s'inquiéter du chômage, certains participants ont plutôt parlé des

problèmes de pénurie de main-d'œuvre. On avait l'impression que plusieurs emplois demeuraient vacants en raison des salaires trop bas ou parce que le travail comme tel était déplaisant. Les participants des provinces de l'Atlantique ont en particulier rapporté un nombre anormalement élevé d'offres d'emploi tant auprès de petites que de grandes entreprises. On était d'avis qu'il s'agissait d'une situation difficile pour les entreprises qui tentent de se remettre des pertes accusées durant la pandémie, mais qui sont incapables de trouver du personnel. D'autres ont noté que plusieurs personnes se trouvent en situation de sous-emploi, incapables de trouver un poste correspondant à leurs compétences. Certains avaient l'impression que, durant la pandémie, plusieurs personnes occupant un emploi subalterne avaient reçu des prestations de PCU et qu'elles ne voulaient maintenant plus retourner à un emploi à bas salaire avec des conditions de travail déplorables.

Au cours des vagues précédentes de l'étude qualitative sur l'état de l'économie, d'autres enjeux et préoccupations étaient souvent relevés. Par exemple, les participants de la Colombie-Britannique, en particulier, mentionnaient souvent les questions environnementales et les changements climatiques, même dans le contexte d'une discussion sur l'état de l'économie. Lors de cette vague de séances de discussion, cependant, de tels enjeux n'ont pratiquement jamais été mentionnés spontanément.

L'avenir de l'économie

On a observé un certain pessimisme quant à l'avenir de l'économie, du moins à court terme. La majorité des participants ont dit anticiper une reprise lente, plusieurs avançant qu'il faudra au moins quelques années avant que nous n'assistions à un certain redressement relativement à l'inflation et aux taux d'intérêt. Les gens semblaient penser qu'il faut « attendre que cela passe », que la situation allait nécessairement s'aggraver avant de s'améliorer et que l'état de l'économie est hors de notre contrôle et de celui du gouvernement. Une minorité s'est montrée positive, convaincue que les choses vont s'améliorer en raison de la fin perçue de la pandémie et de la levée des confinements, mais ce scénario optimiste était moins courant qu'il ne l'était l'hiver dernier.

Le rôle que joue le gouvernement fédéral dans l'économie a rarement été mentionné spontanément, puisqu'on avait l'impression qu'un grand nombre des difficultés auxquelles nous faisons face relevaient de facteurs externes, comme les suites de la pandémie de même que l'incidence de la guerre en Ukraine et l'augmentation des coûts de l'énergie. L'incertitude qui plane dans le monde, y compris la reprise après la pandémie et la guerre, était également une source d'anxiété chez les participants. Il est apparu clairement que bon nombre de personnes s'inquiètent des répercussions des événements internationaux, comme la guerre en Ukraine, et de la façon dont cela pourrait perturber de façon imprévisible les économies mondiale et canadienne.

Lorsqu'on leur a demandé de quelle façon ils s'y prennent pour déterminer si l'économie se porte bien ou mal, les participants ont énuméré des facteurs personnels, les reportages dans les médias et les indicateurs économiques. Ceux gagnant un revenu moyen ou élevé ont généralement mentionné des facteurs économiques plus généraux (par exemple, le taux d'emploi, l'inflation, les nouvelles mises en chantier d'habitations), tandis que ceux à plus faible revenu ont davantage parlé de facteurs personnels et immédiats. Invariablement, les participants se sont appuyés sur des témoignages anecdotiques d'amis ou de membres de leur famille et ont fait correspondre une bonne économie avec la capacité à vivre convenablement. On a observé très clairement la perception d'un lien direct entre le coût de la vie et l'état de l'économie canadienne dans son ensemble.

B. L'inflation et le coût de la vie

Préoccupations précises

Comme indiqué précédemment, l'inflation et le coût de la vie étaient les principales préoccupations des participants, et ce, dans toutes les régions, quel que soit le niveau de revenu. Il a été noté que les salaires n'ont pas augmenté au même rythme et que la vie devient de moins en moins abordable à bien des égards. Le taux d'inflation devient de plus en plus le principal indicateur de l'état de l'économie. La plupart des participants ont dit avoir lu à propos de la hausse de l'inflation dans les nouvelles et en avoir subi les conséquences à l'épicerie ou à la station-service. La flambée des prix des aliments a souvent suscité des réactions de choc. En effet, les gens ont l'habitude d'assister aux fluctuations du prix de l'essence au cours des ans, mais la hausse des produits d'épicerie était perçue comme un nouveau phénomène. Pour la majorité, une telle inflation n'a pas été observée depuis de nombreuses années, tandis que pour les plus jeunes, il s'agissait de la première fois qu'ils assistaient à une telle augmentation du prix des produits essentiels, comme les aliments.

Lorsqu'on leur a demandé des exemples de choses qui sont devenues de moins en moins abordables, les participants ont le plus souvent indiqué les produits d'épicerie, de même que l'essence et les services publics comme le chauffage et l'électricité. Les participants ont systématiquement raconté le choc qu'ils ont connu à l'épicerie en voyant le prix de produits comme les œufs, la viande ou les fruits et légumes frais. Plusieurs ont évoqué à quel point il était devenu cher de manger au restaurant, même dans ceux à service rapide. Le prix de l'essence a aussi souvent été abordé, même si, comme on l'a indiqué, la plupart des gens en ont connu les nombreuses fluctuations dans le passé, et n'en ont donc pas été aussi surpris que pour la hausse du prix des aliments. L'augmentation des coûts de logement a aussi été mentionnée à l'occasion dans ce contexte. Cependant, lorsqu'il était question de hausse des prix, les gens avaient tendance à penser davantage au commerce de détail; le logement était perçu comme un enjeu distinct.

Adaptation à l'inflation

Plusieurs personnes ont dit avoir trouvé des moyens de faire face à la hausse des prix. On a mentionné utiliser des coupons, manger moins souvent au restaurant, modifier ses habitudes d'alimentation et faire des achats en grosses quantités. Parmi les autres moyens utilisés pour faire face à la hausse du coût de la vie, notons le fait d'utiliser moins souvent son véhicule et d'être plus efficace dans ses déplacements, l'achat de biens d'occasion plutôt que de produits neufs et la réduction des dépenses discrétionnaires en général. Certains ont dit cumuler plusieurs emplois, d'autres remettent certains achats ou encore s'endettent. Les participants à revenu plus élevé étaient moins susceptibles de dire s'être endettés pour joindre les deux bouts, tandis que certains à revenu plus faible ont dû avoir recours aux cartes de crédit. Les achats d'envergure ou les rénovations ont en grande partie été reportés en raison du coût des matériaux.

Les participants à plus faible revenu ont dit avoir modifié leur style de vie en raison de la hausse du coût de la vie, par exemple en utilisant moins leur véhicule et en se montrant plus sélectifs dans les produits qu'ils achètent à l'épicerie. Ceux à revenu moyen ou élevé, même s'ils ont exprimé leur inquiétude quant à l'augmentation du coût de la vie, ont plus souvent dû réduire leurs dépenses de luxe ou de divertissement, sans que cela affecte leurs besoins essentiels. Ces derniers se préoccupaient aussi davantage de la hausse des taux d'intérêt en raison de leurs prêts, hypothécaires ou autres, et de leurs investissements. Quelques participants à revenu plus élevé ont décrit leurs difficultés financières personnelles, mais la plupart ont plutôt parlé de l'état de l'économie en s'appuyant sur l'information qu'ils avaient lue à ce sujet, et non sur leur expérience directe. Bien que les participants à revenu moyen et élevé aient présenté plusieurs inquiétudes relatives à l'économie, certains ont relevé que l'inflation et le coût de la vie relevaient pour eux davantage du désagrément et que cela ne leur causait pas de véritables difficultés, se disant moins touchés que ceux à faible revenu.

Les causes de l'inflation

L'inflation qui sévit a été considérée comme étant avant tout un problème de portée mondiale, et non typiquement canadien. Les participants étaient généralement conscients de la croissance de l'inflation dans plusieurs autres pays, notamment aux États-Unis et dans divers pays européens. Par conséquent, on estimait que l'inflation était multifactorielle. Plusieurs personnes l'ont attribuée aux problèmes de chaîne d'approvisionnement et à la pénurie de marchandises liés à la pandémie. Les mesures mises en place durant la pandémie (comme les confinements) ont entraîné des changements dans plusieurs industries de production, ce qui a, au bout du compte, réduit l'offre de nombreux biens. S'en sont suivies la cupidité des entreprises et les « séquelles » de la pandémie.

Plusieurs participants ont aussi dit avoir l'impression que l'inflation actuelle est causée par des enjeux mondiaux, comme la guerre en Ukraine et la forte inflation dans d'autres pays, ce qui entraîne l'augmentation du prix des marchandises importées. Certains ont émis l'idée que plusieurs détaillants tentent de se remettre des pertes accusées durant la pandémie et invoquent l'inflation pour justifier l'augmentation de leurs prix. Cette impression était assez répandue chez les participants de tous les niveaux de revenu et de toutes les régions, bien que ceux à faible revenu aient davantage tendance à attribuer l'inflation à la cupidité des entreprises, aux pratiques de prix abusifs et au mercantilisme. Dans la plupart des cas, les gens étaient d'avis que le gouvernement n'avait aucun contrôle à ce sujet. Comme mentionné plus tôt, on attribuait le plus souvent la hausse des prix aux problèmes de chaîne d'approvisionnement et à la cupidité des entreprises. Toutefois, certains participants, souvent dans les groupes à revenu plus élevé, avaient aussi l'impression que l'inflation était causée par le gonflement des dépenses du gouvernement pendant et après la pandémie. Ils ont souvent mentionné le fait que le gouvernement et la Banque du Canada ont émis trop de billets, ce qui a mené à trop d'argent pour trop peu de biens.

Solutions du gouvernement

Lorsqu'on leur a demandé si le gouvernement pouvait faire quelque chose pour contrer l'inflation, les participants ont souvent donné des réponses vagues. Il est apparu clairement que, bien qu'on ne sache pas vraiment ce que le gouvernement peut faire pour réduire le taux réel d'inflation, il pourrait prendre certaines mesures pour aider la population canadienne à composer avec le coût de la vie. Les suggestions les plus courantes consistaient à abaisser l'impôt sur le revenu ou les taxes de vente, ou encore à éliminer ou à réduire la taxe carbone. Certains souhaitaient que des subventions soient accordées aux familles à faible revenu et que le gouvernement investisse dans le logement abordable.

Il convient aussi de souligner que, dans la plupart des séances, au moins quelques participants se sont demandé s'il était possible pour le gouvernement d'imposer un contrôle des prix sur certains biens essentiels comme les produits d'épicerie, ou encore d'évaluer s'il y avait présence de pratiques de prix abusifs et de mercantilisme et si les marges de profit devenaient hors de contrôle. Selon certains participants, le gouvernement fédéral devrait réduire l'aide à l'étranger et les autres formes d'assistance qu'il fournit à d'autres pays, et se concentrer plutôt sur la situation de la population canadienne.

Les taux d'intérêt

De nombreux participants se sont dits inquiets des répercussions de la hausse des taux d'intérêt, et ils comprenaient souvent mal la façon dont des taux plus élevés, une mesure considérée comme entraînant l'augmentation des dépenses quotidiennes de la population, pourraient également réduire l'inflation et rendre la vie plus abordable. On savait en général que les taux d'intérêt sont fixés par la Banque du Canada, et que dans le passé, on a toujours augmenté les taux pour contrer l'inflation. Cependant, certains comprenaient mal la façon dont cette mesure est censée fonctionner. Il est apparu clairement que certains participants ne comprenaient pas la différence entre taux d'intérêt et taux d'inflation. Même si la plupart des gens étaient conscients que la Banque du Canada est, du moins en théorie, indépendante du gouvernement élu, plusieurs ont dit soupçonner que celui-ci influence la politique monétaire en coulisse.

Les participants à plus faible revenu étaient souvent moins touchés personnellement par la hausse des taux, puisque plusieurs d'entre eux n'étaient pas propriétaires et n'avaient donc pas d'hypothèque à rembourser. Cependant, certains ont mentionné devoir payer des intérêts plus élevés sur leur carte de crédit et d'autres formes de dette et ont reconnu l'effet d'entraînement que pourraient avoir des taux d'intérêt élevés sur d'autres dépenses courantes. Les participants au revenu moyen ou élevé s'inquiétaient davantage des conséquences de la hausse des taux d'intérêt, car plusieurs étaient des propriétaires devant faire face au renouvellement de leur hypothèque. Ils ont dit se sentir coincés à la fois par les paiements hypothécaires plus élevés en raison de la hausse des taux et par leurs placements durement touchés par le récent repli des marchés boursiers en réponse à l'inflation et aux taux d'intérêt.

C. Mesures favorisant l'abordabilité

Suggestions à l'intention du gouvernement

On a demandé aux participants ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour rendre leur quotidien plus abordable. Comme c'était le cas lorsqu'il était question des mesures pour contrer l'inflation, les gens ont souvent exprimé de l'incertitude quant à ce qui pourrait précisément être fait. Même si plusieurs ont éprouvé de la difficulté à trouver des suggestions précises, certains ont encore une fois mentionné la réduction de l'impôt et des taxes, en particulier la taxe sur le carbone, ou encore ont formulé des suggestions concernant la réglementation du prix des produits et le plafonnement, par exemple, des marges de profit pour les sociétés et des coûts de logement. Quelques participants ont évoqué des mesures se rapportant précisément au logement, comme le plafonnement des loyers ou la construction de logements plus abordables. Ces réponses étaient très semblables à celles mentionnées précédemment, puisque les participants ont associé fortement l'inflation au coût de la vie en général et à l'abordabilité.

Connaissance des initiatives actuelles

Relativement peu de gens étaient en mesure de nommer spontanément les initiatives annoncées récemment par le gouvernement fédéral afin de rendre la vie plus abordable. Un participant mentionnait parfois avoir entendu quelque chose au sujet des soins dentaires ou du remboursement de la TPS, et certains ont cité les programmes datant de la pandémie, comme la PCU. Plusieurs ont aussi parlé des accords sur la garde des jeunes enfants entre le gouvernement fédéral et les provinces.

Lorsque des mesures précises leur ont été présentées, certaines personnes ont dit avoir entendu parler du programme annoncé récemment visant à couvrir le coût des soins dentaires pour les familles à revenu faible et moyen, bien qu'il n'ait pas encore été mis en œuvre. Quelques personnes avaient aussi entendu parler du crédit pour la TPS, qui a récemment été doublé. Très peu de gens connaissaient le crédit pour les logements. Les réactions à ces mesures étaient en général plutôt positives, le programme de soins dentaires étant particulièrement bien reçu.

Plusieurs des participants à revenu plus élevé ont relevé que ces initiatives ne les concernaient pas, notamment parce que la prestation dentaire s'adresse aux enfants ayant besoin d'un traitement dentaire et qu'il faut un revenu suffisamment bas pour être admissible au crédit pour la TPS. Certains avaient l'impression que le seuil de faible revenu était si bas qu'il était pratiquement impossible de répondre aux critères de ces mesures, en empêchant l'accès à de nombreuses personnes toujours dans le besoin même si leur revenu est plus élevé. D'autres ont avancé que tout le monde est en difficulté, pas seulement les gens à revenu plus faible. Les personnes à revenu moyen font face au même gel des salaires et aux mêmes augmentations des prix, mais ne sont pas nécessairement admissibles aux mesures mises en place par le gouvernement.

D. Logement

Les préoccupations liées au logement ont été soulevées très souvent dans toutes les régions, mais leur nature variait légèrement selon le niveau de revenu. Les personnes au revenu plus faible ont eu tendance à insister sur les problèmes immédiats liés à l'accessibilité des logements, comme la capacité de payer le loyer, la possibilité de trouver un endroit où habiter dans leurs moyens s'ils sont obligés de déménager ou l'impression que les logements de leur communauté sont maintenant hors de prix. Ils étaient souvent résignés à l'idée qu'ils ne pourraient jamais devenir propriétaires et s'inquiétaient du coût des loyers et de leur capacité à payer si ceux-ci devaient augmenter. Ces inquiétudes se retrouvaient dans toutes les régions. On a fait remarquer, cependant, que le coût du logement dans les provinces de l'Atlantique continuait d'augmenter; les gens ont observé qu'il y a moins de logements abordables et ont constaté la présence de campements, du jamais vu dans la région. Cette réalité a bien fait comprendre l'ampleur du problème de logement abordable à l'heure actuelle.

La plupart des personnes à revenu plus élevé étaient déjà propriétaires; leurs inquiétudes étaient donc davantage axées sur leurs enfants et la question de savoir si ceux-ci seraient un jour capables d'acheter une maison et s'ils auraient les moyens de vivre où ils veulent, que ce soit en tant que propriétaires ou locataires. Certains ont aussi dit s'inquiéter de l'endroit où ils habiteront à leur retraite, souhaitant réduire la taille de leur demeure. En général, cependant, le thème de l'abordabilité du logement était présent dans toutes les régions, quel que soit le niveau de revenu.

Dans tous les groupes, les participants se sont inquiétés de la pénurie de logements abordables. Cette constatation était accompagnée de la conviction que le gouvernement doit agir pour accroître l'accessibilité à ceux-ci. Au cours de la discussion sur ce que le gouvernement pourrait faire à ce sujet, les thèmes dégagés consistaient à freiner les investissements et l'accession à la propriété par des étrangers, à offrir davantage de

soutien aux acheteurs d'une première propriété et à accroître l'accessibilité à des logements abordables, y compris à des logements locatifs. Encore une fois, plusieurs étaient conscients du contrôle limité qu'exerce le gouvernement fédéral sur les politiques en matière de logement, comparativement aux gouvernements provinciaux et aux administrations municipales, mais ils souhaitent tout de même que certaines mesures soient mises en place à cet égard, comme en témoignent les suggestions formulées précédemment par les participants quant aux façons dont le gouvernement du Canada pourrait contrer la crise du logement.

E. Préoccupations liées au déficit ou à la dette

La plupart des participants étaient seulement vaguement conscients du déficit et de la dette du Canada, et peu ont manifesté un sentiment d'urgence ou de l'anxiété à ce sujet, du moins à court terme. Plusieurs avaient l'impression qu'il est normal d'afficher un déficit et que c'est le cas de tous les gouvernements. On a parfois relevé que la dette et le déficit ne sont que des « chiffres », et qu'il est difficile de déterminer leur incidence directe sur la personne moyenne. La majorité des participants jugeaient le déficit du Canada normal et inévitable, surtout compte tenu des dépenses nécessaires durant la pandémie.

Certaines personnes, lorsqu'elles ont été questionnées plus en détail à ce sujet, ont dit trouver la situation du Canada un peu plus préoccupante. Elles s'inquiétaient principalement des répercussions que la dette actuelle pourrait avoir sur les générations futures. Même chez ceux qui comprenaient qu'il était parfois nécessaire pour le gouvernement d'afficher un déficit, tous s'entendaient pour dire que le Canada doit contrôler ses dépenses, surtout celles hors du Canada. Encore une fois, on était d'avis que le gouvernement devrait d'abord aider les Canadiens et Canadiennes durant cette période difficile plutôt que de s'intéresser à ce qui se passe ailleurs.

Le fait que la dette du Canada est la plus faible de tous les pays du G7 en a étonné plusieurs; un grand nombre de participants ont été rassurés de savoir que d'autres pays se trouvaient en plus mauvaise posture. Cela est aussi venu valider leur manque relatif d'inquiétude à l'endroit des enjeux économiques plus vastes que sont le déficit et la dette.

Malgré tout, les participants ont dit souhaiter voir un quelconque signe du gouvernement pour montrer que celui-ci prend la dette au sérieux et qu'il n'est pas entièrement négligent à ce sujet. Ils aimeraient savoir si le gouvernement a mis en place une stratégie et des cibles visant à rétablir un jour l'équilibre budgétaire et à commencer à réduire la dette du pays.

F. Les priorités pour l'automne

Contenu souhaité de l'Énoncé économique de l'automne

Les opinions étaient variées lorsqu'il a été question de donner des conseils à la ministre des Finances dans le contexte du prochain Énoncé économique de l'automne. Les participants à revenu plus faible ont notamment dit souhaiter que le gouvernement se concentre sur le « Canadien moyen » et qu'il en soit conscient. Les conseils formulés avaient tendance à porter sur le soutien aux personnes dans le besoin, les mesures à prendre immédiatement et la prise de conscience de la situation de la population canadienne. Les participants à revenu moyen et élevé ont formulé des conseils plus larges davantage axés sur les politiques fiscales et les stratégies d'avenir. On a aussi mentionné divers secteurs dans lesquels le gouvernement devrait investir dans le cadre de sa stratégie économique. Tous s'entendaient pour dire que l'argent devrait rester au Canada; plusieurs ont mentionné que le gouvernement ne devrait pas envoyer d'argent à d'autres pays alors que la population canadienne se trouve en difficulté. Dans tous les groupes, on a exprimé le désir que la ministre fasse preuve de

transparence et d'honnêteté et qu'elle manifeste un intérêt à offrir des mesures d'allégement significatives aux Canadiens et Canadiennes.

De l'avis des participants, l'Énoncé économique de l'automne devrait reconnaître que la population canadienne fait face à des difficultés et être axé sur l'abordabilité. Lorsqu'on leur a demandé quelles devraient être les priorités pour l'automne, ils ont dit souhaiter plus de transparence et de l'espoir pour l'avenir. Parmi les priorités précises mentionnées, notons la mise en œuvre d'un revenu national garanti, l'augmentation des investissements dans l'avenir des jeunes, l'allégement de la dette étudiante et de meilleures perspectives d'emploi, des mesures de soutien à l'intention des familles à revenu faible et moyen et des programmes sociaux pour aider les gens dans le besoin. Plusieurs ont dit se sentir perdus et incertains quant à leur avenir et espérer que le gouvernement puisse leur montrer un plan qui les soutiendra et les aidera à se sentir plus stables financièrement, maintenant et dans le futur. Les participants ont aussi conseillé de se concentrer sur les « bonnes nouvelles », comme le fait que le Canada affiche la dette la plus faible de tous les pays du G7. Montrer à la population la situation globale du pays était perçu comme une façon de rassurer les citoyens et de leur redonner espoir.

Objectifs à court ou à long terme

Les opinions étaient partagées quant à savoir si l'Énoncé économique de l'automne devrait être axé sur les priorités à court terme ou encore à moyen et à long terme. La plupart des gens jugeaient que l'Énoncé économique devrait miser sur une stratégie économique à long terme, mais plusieurs étaient d'avis qu'avant de se tourner trop loin vers l'avenir, l'adoption d'une perspective à plus court terme était nécessaire pour s'attaquer aux graves problèmes d'abordabilité auxquels font face les Canadiens et assurer une stabilité au lendemain de la pandémie. On a observé dans les groupes une inquiétude plus large quant à l'avenir, non seulement celui des participants eux-mêmes, mais aussi celui des générations à venir. Les gens ont dit souhaiter voir dans l'Énoncé une stratégie qui tiendra compte du long terme afin de donner espoir aux Canadiens et Canadiennes et de les rassurer quant à leur avenir et celui de leurs enfants, mais aussi un plan de reprise efficace qui viendra atténuer le stress actuel causé par l'inabordabilité.

II. Constatations détaillées – phase quantitative

A. Évaluation de l'économie

L'état actuel de l'économie canadienne

Plus de quatre Canadiens sur dix perçoivent l'état actuel de l'économie nationale de façon négative, ce qui marque une légère hausse par rapport aux résultats de mars. Le pourcentage de perceptions positives a quant à lui chuté.

Plusieurs questions ont été posées au sujet du bien-être économique actuel. Les personnes interrogées devaient répondre à ces questions à l'aide d'une échelle allant de 1 (désastreux) à 10 (excellent) pour chacun des facteurs présentés.

Au moment d'évaluer l'état actuel de l'économie canadienne, deux répondants sur dix (21 %, en baisse de 6 points de pourcentage par rapport au résultat de février-mars 2022) le qualifient de « bon » (notes de 7 à 10), plus de trois personnes sur dix (34 %) se montrent neutres (notes de 5 ou 6) et plus de quatre personnes sur dix (43 %) sont d'avis que l'économie se porte mal (notes de 1 à 4). Ces résultats correspondent de près à ceux observés dans le cadre de la phase qualitative, qui laissaient aussi entendre que la plupart des gens sont inquiets de l'état actuel de l'économie canadienne, ayant l'impression que celle-ci s'est détériorée au cours des derniers mois.

État actuel de l'économie

Q1a Comment évaluez-vous l'état des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent. L'état actuel de l'économie canadienne	Perception positive (7 à 10)	Perception neutre (5 ou 6)	Perception négative (1 à 4)	Je ne sais pas
Automne 2022 (n = 2 106)	21 %	34 %	43 %	1 %
Févr./mars 2022 (n = 2 007)	27 %	34 %	38 %	1 %

Les réponses sont généralement semblables dans la plupart des sous-groupes de la population, à quelques exceptions près. Le fait de percevoir positivement l'état de l'économie nationale (notes de 7 à 10) demeure plus courant au Québec (32 %) qu'ailleurs au pays (18 %). Les hommes sont toujours plus susceptibles que les femmes d'avoir une opinion favorable (26 % contre 26 %), mais lors de la présente vague, le pourcentage d'opinions positives augmente en même temps que l'âge (passant de 18 % chez les 18 à 34 ans à 23 % chez les 55 ans et plus), alors que la tendance inverse était observée lors de la vague de février-mars 2022. Encore une fois, les diplômés universitaires sont les plus positifs à ce sujet, bien qu'ils le soient moins qu'au cours de la vague précédente (25 % contre 32 %). Les opinions positives sont plus répandues chez les personnes qui disent jouir personnellement d'une bonne situation financière (33 %, en baisse par rapport aux 46 % plus tôt dans l'année).

L'état actuel de l'économie provinciale

Les résidents des provinces de l'Atlantique, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique sont ceux qui perçoivent le plus négativement l'économie de leur province, tandis que les Québécois et les Albertains sont plus divisés à ce sujet.

Comme c'était le cas en février-mars 2022, une minorité de Canadiens évaluent leur économie provinciale de façon positive, et ce, dans toutes les régions. Une majorité relative de répondants dans la plupart des régions fournissent une évaluation négative, à l'exception des résidents du Québec, qui sont partagés. En effet, une faible majorité relative se montre neutre à ce sujet (36 %), tandis que trois Québécois sur dix évaluent l'économie de la province de façon positive ou négative. Un peu plus de la moitié des résidents de la région de l'Atlantique et un peu moins de la moitié des Ontariens évaluent négativement l'économie de leur province. Depuis février-mars, le taux d'évaluations négatives a connu une croissance marquée en Colombie-Britannique (45 %, en hausse par rapport aux 27 % de la vague précédente) et en Ontario (46 % contre 34 %).

État actuel de l'économie provinciale

Q1b Comment évaluez-vous l'état actuel de l'économie du/de/de la/de l'[PROVINCE]? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.	Perception positive (7 à 10)	Perception neutre (5 ou 6)	Perception négative (1 à 4)	Perception négative – févr./mars 2022
Atlantique (n = 207)	16 %	27 %	52 %	47 %
Québec (n = 420)	31 %	36 %	30 %	34 %
Ontario (n = 625)	16 %	35 %	46 %	34 %
Manitoba/Saskatchewan (n = 240)	20 %	36 %	42 %	43 %
Alberta (n = 283)	28 %	32 %	38 %	43 %
Colombie-Britannique (n = 330)	22 %	30 %	45 %	27 %

L'impression d'une économie provinciale en santé est partagée par la minorité, bien qu'elle soit un peu plus répandue chez les hommes (28 % contre 17 % chez les femmes), les personnes âgées de 55 ans et plus (26 % contre 19 % chez les plus jeunes), les personnes dont le revenu du ménage est de 100 000 \$ ou plus (26 %, contre 16 % chez celles qui gagnent moins de 40 000 \$), les propriétaires (24 % contre 17 % chez les autres) et les personnes qui évaluent favorablement l'économie canadienne (72 %) ou encore leur situation financière personnelle (35 %).

Le prix actuel des produits d'épicerie

Huit personnes sur dix perçoivent négativement le prix actuel des produits d'épicerie, un sentiment de plus en plus présent.

Huit Canadiens sur dix (79 %) affichent maintenant une opinion négative à l'égard du coût actuel des produits d'épicerie, un résultat en hausse de dix points de pourcentage depuis le début de l'année. Moins d'une personne sur dix (6 %) se montre positive dans une certaine mesure (en baisse de huit points).

Le prix actuel des produits d'épicerie

Q1d Comment évaluez-vous le prix actuel des produits d'épicerie? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.	Perception positive (7 à 10)	Perception neutre (5 ou 6)	Perception négative (1 à 4)	Je ne sais pas
Automne 2022 (n = 2 106)	6 %	14 %	79 %	1 %
Févr./mars 2022 (n = 2 007)	14 %	17 %	69 %	1 %

Une majorité de répondants dans tous les sous-groupes évaluent de façon négative le prix des produits d'épicerie. Dans la présente vague, une majorité dans toutes les régions perçoit négativement le prix des produits d'épicerie; le pourcentage est toutefois moins élevé au Québec (71 %) qu'ailleurs (80 % à 87 %). Les groupes suivants sont plus susceptibles de donner une évaluation négative :

- Les femmes (83 %, contre 76 % chez les hommes).
- Les personnes de 35 ans et plus (81 % contre 75 % des 18 à 34 ans).
- Les personnes qui se trouvent personnellement dans une mauvaise situation financière (96 %, contre 83 % chez celles dont la situation est passable et 72 % chez celles dont elle est bonne).
- Les personnes qui croient que l'économie canadienne se porte mal (95 %, contre 78 % chez celles qui croient qu'elle est passable et 52 % chez celles qui la jugent bonne).

Le prix actuel de l'essence et des services publics

Les trois quarts des Canadiens perçoivent négativement le prix actuel de l'essence, tandis que près de six personnes sur dix ont une opinion négative du coût des services publics.

Questionnés à ce sujet pour la première fois lors de la présente vague, les trois quarts des répondants (77 %) indiquent avoir une impression négative du prix actuel de l'essence, tandis que près de six personnes sur dix (58 %) évaluent négativement le coût des services publics. Seuls de faibles pourcentages se montrent positifs à l'égard de ces indicateurs économiques.

Le prix actuel des produits d'épicerie

Q1e-f Comment évaluez-vous l'état des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.	Perception positive (7 à 10)	Perception neutre (5 ou 6)	Perception négative (1 à 4)	Je ne sais pas
Le coût actuel des services publics (p. ex. chauffage/électricité résidentiels)	12 %	26 %	58 %	3 %
Le prix actuel de l'essence	6 %	15 %	77 %	2 %

Des majorités dans la plupart des régions du pays ainsi que dans tous les sous-groupes évaluent négativement le *prix de l'essence*, mais les pourcentages varient, passant de 70 % au Québec et de 74 % en Ontario pour atteindre 91 % en Colombie-Britannique. On observe peu de différences dignes de mention entre les sous-groupes démographiques, mais les perceptions négatives sont les plus répandues chez les Autochtones (87 %) et les personnes handicapées (84 %), comparativement aux personnes qui ne s'identifient pas comme appartenant à un groupe en quête d'équité (76 %). Comme pour d'autres mesures, les perceptions négatives sont plus marquées chez les répondants qui se trouvent personnellement dans une mauvaise situation financière (84 %) ou qui estiment que l'économie canadienne se porte mal (79 %).

En ce qui concerne le *coût actuel des services publics*, des majorités dans la majeure partie du pays affichent une opinion négative, à l'exception du Québec (45 % d'opinions négatives); en Alberta, ce pourcentage atteint 71 %. Les groupes suivants sont plus susceptibles de donner une évaluation négative :

- Les femmes (64 %, contre 53 % chez les hommes).
- Les personnes dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$ (68 %, contre 54 % à 58 % chez les autres).
- Les personnes handicapées et les Autochtones (68 %, contre 56 % à 60 % dans les autres groupes en quête d'équité et 57 % chez les personnes n'appartenant pas à un tel groupe).
- Les personnes qui se trouvent personnellement dans une mauvaise situation financière (84 %, contre 64 % chez celles dont la situation est passable et 46 % chez celles dont elle est bonne).
- Les personnes qui croient que l'économie canadienne se porte mal (79 %, contre 52 % chez celles qui croient qu'elle est passable et 28 % chez celles qui la jugent bonne).

Principale source de préoccupation économique

L'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie sont toujours la principale source de préoccupation concernant l'économie canadienne.

Les répondants se sont vu présenter une liste de 12 enjeux, puis devaient sélectionner celui qui les préoccupe *le plus* (ils pouvaient aussi écrire une préoccupation différente). Il est évident que la hausse des prix et le coût de la vie constituent de loin la principale source de préoccupation. Plus de quatre personnes sur dix (43 %) estiment que l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie constituent l'enjeu économique le plus préoccupant, un pourcentage en hausse par rapport aux 31 % de février-mars. Le logement abordable demeure en deuxième place, mais loin derrière, choisi par un peu plus d'une personne sur dix (13 %, en hausse par rapport aux 8 % de la vague précédente). Les répondants sont moins nombreux à avoir sélectionné d'autres enjeux comme étant les plus préoccupants à leurs yeux. Il convient de souligner que 7 % des gens mentionnent maintenant précisément la hausse des taux d'intérêt.

Enjeux économiques les plus préoccupants

Q8. Lorsque vous pensez à l'économie canadienne, quel enjeu vous préoccupe le plus? (Févr./mars : outre la pandémie...) * = enjeux montrés aux répondants	Total – sondage en ligne (n = 2 106)	Févr./mars (n = 2 007)
L'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie*	43 %	31 %
L'abordabilité du logement* (févr./mars : Le logement)	13 %	8 %
La hausse des taux d'intérêt*	7 %	s. o.
Les taxes et impôts*	7 %	2 %
Le déficit et la dette nationale*	5 %	5 %
La pénurie de main-d'œuvre*	5 %	s. o.
La retraite*	4 %	s. o.
La chaîne d'approvisionnement*	3 %	s. o.
Le ralentissement économique*	3 %	s. o.
La transition vers une économie neutre en carbone*	2 %	s. o.
Le chômage et l'emploi*	2 %	4 %
La compétitivité des entreprises*	1 %	s. o.
Autres réponses (chacune donnée par 1 % ou moins des répondants)	14 %	14 %
Aucune réponse	9 %	9 %

Comme c'était le cas au début de l'année, les résultats sont généralement semblables dans l'ensemble du pays et au sein de la plupart des sous-groupes, mais quelques différences méritent d'être soulignées.

L'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie est la réponse la plus populaire au sein des groupes suivants :

- Les femmes (49 %, contre 38 % chez les hommes).
- Les personnes dont le revenu du ménage est inférieur à 80 000 \$ (48 %, contre 40 % chez celles dont le revenu est plus élevé).

- Les personnes qui n'ont pas l'intention d'acheter une maison au cours de l'année à venir (45 %, contre 34 %).
- Les personnes dont les finances personnelles sont passables ou médiocres (49 %, contre 39 % chez celles qui jouissent de bonnes finances personnelles).
- Les personnes qui considèrent l'économie canadienne comme passable ou médiocre (47 %, contre 32 % chez celles qui la considèrent comme bonne).

L'abordabilité du logement est plus souvent choisie au sein des groupes suivants :

- Les résidents de la Colombie-Britannique et du Yukon (15 %) et ceux de l'Ontario (18 %).
- Les personnes âgées de 18 à 34 ans (24 % contre 13 % chez les 35 à 54 ans et 7 % chez les 55 ans et plus).
- Les résidents des grands centres urbains (16 %) et des centres urbains (16 %), comparativement à ceux des petites municipalités (9 %) et des régions rurales (7 %).
- Les locataires (28 %) et ceux dans une autre situation (24 %), comparativement à 6 % chez les propriétaires.
- Les personnes qui n'ont pas l'intention d'acheter une maison au cours de l'année à venir (24 %, contre 11 %).

B. Mesures gouvernementales

Durée de l'inflation actuelle au Canada

Une majorité relative de près de quatre personnes sur dix estiment qu'il faudra un ou deux ans pour que l'inflation soit maîtrisée au Canada.

Une majorité relative de 37 % des Canadiens et Canadiennes croient qu'il faudra un ou deux ans pour que la période actuelle de forte inflation soit maîtrisée. Deux personnes sur dix sont d'avis qu'il faudra un an ou moins, tandis que le quart des répondants estiment qu'il faudra plus de deux ans et 6 %, que cette situation est permanente. Une personne sur sept ignore quoi répondre.

Durée de l'inflation au Canada

Q10 Quand pensez-vous que la période actuelle de forte inflation au Canada sera maîtrisée? Est-ce que ce sera...?	Total – sondage en ligne (n = 2 106)
Au cours des six prochains mois	3 %
Dans six mois à un an	16 %
Dans un ou deux ans	37 %
Dans plus de deux ans	23 %
Jamais	6 %
Je ne sais pas	15 %

Les résultats sont généralement semblables entre les sous-groupes, avec quelques différences notables :

- Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de dire qu'elles ne savent pas dans combien de temps l'inflation sera maîtrisée (20 % contre 11 %).
- Le pessimisme à ce sujet augmente en même temps que l'âge des répondants, ceux de 55 ans et plus étant plus susceptibles que les 18 à 34 ans de croire qu'il faudra un ou deux ans (41 % contre 34 %). Les Canadiennes et Canadiens plus jeunes sont plus nombreux à ne pas être en mesure de répondre (29 %, contre 15 % chez les 35 à 54 ans et 12 % chez les 55 ans et plus).
- Les personnes dont le revenu du ménage est de 150 000 \$ ou plus (48 %) sont plus nombreuses à croire que l'inflation sera maîtrisée dans un an ou deux; celles qui gagnent moins de 40 000 \$, quant à elles, tendent davantage à penser que l'inflation ne sera jamais maîtrisée (12 %, contre 3 % à 5 % chez les autres).
- Les diplômés universitaires sont plus susceptibles de penser que l'inflation sera maîtrisée dans un an ou deux (41 %).
- Les personnes qui habitent en région rurale croient davantage qu'il faudra plus de deux ans pour maîtriser l'inflation (31 %).
- Les personnes qui jouissent d'une bonne situation financière sont plus nombreuses à penser que l'inflation sera maîtrisée dans deux ans ou moins, tandis que celles dont les finances sont seulement passables, voire mauvaises, se montrent plus pessimistes. Cette même tendance s'observe chez les répondants qui qualifient l'économie canadienne de bonne, comparativement à ceux qui la considèrent seulement comme passable ou mauvaise.

Influence des politiques gouvernementales sur l'inflation

Près de six personnes sur dix croient quelque peu ou fortement que les politiques du gouvernement fédéral peuvent avoir une très grande influence sur le taux d'inflation.

La majorité des Canadiens croient, dans une certaine mesure, que les politiques du gouvernement fédéral peuvent, en fait, avoir une très grande influence sur le taux d'inflation; un peu moins de six personnes sur dix (57 %) affirment que ce point de vue est celui qui correspond le plus au leur, bien qu'il convienne de préciser que 32 % sont seulement plutôt d'accord, ce qui laisse entendre une certaine ambivalence. Environ le quart (23 %) des répondants jugent quant à eux que le taux d'inflation est principalement déterminé par les conditions mondiales et que les politiques du gouvernement fédéral n'ont que peu d'influence à ce sujet. Deux personnes sur dix (20 %) sont incertaines.

Influence des politiques gouvernementales sur l'inflation

Q9 Voici deux énoncés portant sur l'inflation au Canada. Lequel de ces points de vue correspond le plus au vôtre?	Total – sondage en ligne (n = 2 106)	
Les politiques du gouvernement fédéral peuvent avoir une très grande influence sur le taux d'inflation	<i>Net :</i>	57 %
	Tout à fait	25 %
	Plutôt	32 %
Le taux d'inflation est principalement déterminé par les conditions mondiales et les politiques du gouvernement fédéral ont peu d'influence sur celui-ci	<i>Net :</i>	23 %
	Plutôt	17 %
	Tout à fait	6 %
Je ne sais pas	20 %	

L'opinion selon laquelle les politiques gouvernementales peuvent avoir une très grande influence sur le taux d'inflation domine à l'échelle du pays ainsi que dans la plupart des sous-groupes; elle est particulièrement répandue chez les répondants suivants :

- Les résidents de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest (65 %, contre 50 % à 61 % ailleurs au pays).
- Les hommes (60 %, comparativement à 54 % chez les femmes).
- Les personnes qui ont l'intention d'acheter une maison au cours de l'année à venir (61 % contre 56 % chez ceux dont ce n'est pas le cas).
- Les personnes qui estiment que l'économie canadienne se porte mal (62 % contre 53 % chez celles qui croient qu'elle se porte bien ou passablement bien).

L'opinion selon laquelle le taux d'inflation est principalement déterminé par les conditions mondiales est partagée par une minorité, bien qu'elle soit plus répandue chez ceux dont le revenu du ménage est de 150 000 \$ ou plus (29 %), les 55 ans et plus (29 %) et les diplômés universitaires (26 %).

Importance de certains enjeux dans les décisions budgétaires

Au moment de prendre ses décisions budgétaires, le gouvernement du Canada doit avant tout s'attaquer à la hausse du coût de la vie, rendre le coût de la vie plus abordable et améliorer le système de santé.

On a demandé aux Canadiens d'évaluer dans quelle mesure il est important pour le gouvernement fédéral de tenir compte de 12 enjeux (sur une liste de 13) dans ses décisions budgétaires. Les enjeux considérés comme les plus importants consistent à maîtriser le coût de la vie (88 %) et l'inflation (84 %), à rendre le coût de la vie plus abordable (88 %) et à améliorer le système de soins de santé (87 %). Huit personnes sur dix jugent aussi important de favoriser une économie qui convient à tous (79 %), tandis qu'environ les trois quarts des répondants sont d'avis que le gouvernement doit rendre le logement plus abordable (77 %), faire en sorte que les Canadiens les plus nantis paient leur juste part (75 %), s'attaquer aux problèmes de santé mentale (74 %) et rendre les communautés plus sécuritaires (73 %). Les deux tiers considèrent d'autres enjeux comme étant importants. En général, les enjeux qui étaient aussi présentés lors de la vague de février-mars 2022 sont évalués de la même façon qu'ils l'étaient alors.

Importance de certains enjeux dans les décisions budgétaires

Q7 Dans quelle mesure est-il important, selon vous, que le gouvernement du Canada tienne compte des enjeux suivants dans ses décisions budgétaires? Veuillez évaluer chaque enjeu à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que cela n'est pas du tout important et 10, que cela est très important.	Important (7 à 10)	Neutre (5 et 6)	Pas important (1 à 4)	Je ne sais pas	Févr./mars : important (7 à 10)
S'attaquer à la hausse du coût de la vie	88 %	9 %	2 %	1 %	s. o.
Rendre le coût de la vie plus abordable (n = 1 054)	88 %	8 %	2 %	2 %	84 %
Améliorer le système de soins de santé	87 %	9 %	2 %	1 %	s. o.
Maîtriser l'inflation (n = 1 052)	84 %	12 %	2 %	2 %	80 %
Favoriser une économie qui convient à tous	79 %	15 %	4 %	3 %	s. o.
Rendre le logement plus abordable	77 %	16 %	5 %	2 %	77 %
Faire en sorte que les Canadiens les plus nantis paient leur juste part	75 %	14 %	8 %	3 %	78 %
S'attaquer aux problèmes de santé mentale	74 %	17 %	6 %	2 %	73 %
Rendre les communautés plus sécuritaires	73 %	19 %	6 %	2 %	71 %
Aider les Canadiens à épargner en vue de leur retraite	68 %	22 %	8 %	2 %	s. o.
Lutter contre les changements climatiques	65 %	17 %	15 %	2 %	66 %
Aider les Canadiens à décrocher un bon emploi	65 %	25 %	8 %	2 %	70 %
Maintenir le niveau d'endettement et de déficit du pays le plus bas possible	65 %	22 %	11 %	3 %	s. o.

Seules quelques différences entre les régions sont observées quant aux éléments du budget à privilégier. Les Québécois sont les plus susceptibles de considérer comme d'importantes priorités de s'attaquer aux problèmes de santé mentale (81 %), de lutter contre les changements climatiques (77 %) ou de soutenir l'Ukraine (54 %). Les Albertains sont quant à eux moins nombreux qu'ailleurs à juger que le gouvernement devrait avant tout

faire en sorte que les plus nantis paient leur juste part (65 %) ou s'attaquer aux problèmes de santé mentale (61 %).

Le fait de trouver que la majorité de ces enjeux sont importants est un peu plus courant chez les femmes ainsi que chez les personnes âgées de 55 ans et plus. Ceux qui croient que l'économie canadienne se porte bien sont les plus susceptibles de juger qu'il est important de lutter contre les changements climatiques, d'aider les Canadiens à décrocher un bon emploi, de rendre les communautés plus sécuritaires et de soutenir l'Ukraine.

C. Bien-être personnel

État actuel de votre situation financière personnelle

La moitié des Canadiens voient d'un œil positif leur propre situation financière, un résultat en hausse par rapport à celui de mars.

La moitié des Canadiens (50 %) évaluent leur propre situation financière de façon positive (notes de 7 à 10); trois personnes sur dix (30 %) se disent neutres à cet égard, tandis que deux répondants sur dix (20 %) jugent leur situation mauvaise dans une certaine mesure. Le pourcentage d'opinions positives a augmenté de 7 % depuis la vague de février-mars.

État actuel de votre situation financière personnelle

Q1c Comment évaluez-vous l'état actuel de votre situation financière personnelle? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.	Perception positive (7 à 10)	Perception neutre (5 ou 6)	Perception négative (1 à 4)	Je ne sais pas
Automne 2022 (n = 2 106)	50 %	30 %	20 %	1 %
Févr./mars (n = 2 007)	43 %	29 %	26 %	1 %

Le pourcentage de répondants qui jugent leur propre situation financière de façon positive varie, passant de 41 % dans la région de l'Atlantique pour grimper à 60 % au Québec; il augmente en même temps que le revenu du ménage, passant de 28 % chez ceux gagnant moins de 40 000 \$ à 71 % chez ceux qui gagnent 150 000 \$ ou plus (en hausse de 10 points). Il est plus élevé au sein des groupes suivants :

- Les hommes (53 %, comparativement à 47 % chez les femmes).
- Les personnes âgées de 55 ans et plus (57 %).
- Les diplômés universitaires (53 %).
- Les travailleurs à temps plein (49 %) et les retraités (61 %).
- Les propriétaires (56 %).
- Les personnes sans enfant de moins de 18 ans (52 % contre 42 % chez les parents).
- Les personnes qui croient que l'économie canadienne se porte bien (78 %).

Principaux facteurs de stress financier pour les ménages canadiens

L'augmentation du coût de la vie demeure le principal facteur de stress financier pour les ménages canadiens, suivie de la qualité du système de santé et du coût des produits d'épicerie. Malgré cela, la majorité des gens ne s'inquiètent pas de leur capacité à payer leurs factures mensuelles.

Les Canadiens devaient indiquer dans quelle mesure différents facteurs représentent une source de stress pour eux et leur ménage. Afin de réduire la charge de travail, chaque répondant devait évaluer 11 facteurs sur 22; tous ont toutefois été questionnés sur leur capacité à économiser suffisamment pour acheter une maison, la hausse des taux d'intérêt et le remboursement de leurs dettes personnelles. La hausse du coût de la vie est encore une fois la plus grande source de stress parmi les facteurs évalués, plus de quatre personnes sur dix la qualifiant de source majeure de stress (dont 82 % la considérant comme une source de stress au moins modérée, en hausse par rapport aux 73 % de la vague de février-mars 2022). Sept répondants sur dix se disent stressés par le coût des produits d'épicerie, un facteur nouvellement ajouté dans cette vague.

Mesure dans laquelle les enjeux économiques représentent des sources de stress pour les Canadiens

2. Dites-moi dans quelle mesure chacun des facteurs suivants représente une source de stress pour vous et votre ménage. S'agit-il d'une source de stress majeure, modérée ou mineure, ou encore est-ce que cela ne constitue pas du tout une source de stress?	Net : Source majeure/modérée	Source majeure	Source modérée	Source mineure	Pas une source de stress	Févr./mars : Source majeure
L'augmentation du coût de la vie (n = 1 052)	82 %	42 %	39 %	15 %	3 %	73 %
La qualité du système de santé (n = 1 052)	75 %	37 %	37 %	20 %	6 %	51 %
Le coût des produits d'épicerie (n = 1 054)	71 %	34 %	38 %	24 %	5 %	s. o.
L'économie mondiale (n = 1 054)	64 %	20 %	44 %	30 %	7 %	47 %
L'économie canadienne (n = 1 052)	63 %	18 %	44 %	31 %	7 %	49 %
La hausse des taux d'intérêt (n = 2 106)	60 %	25 %	34 %	25 %	15 %	s. o.
La possibilité de jouir d'une sécurité financière à la retraite (n = 1 052)	58 %	25 %	33 %	26 %	16 %	49 %
Les changements climatiques (n = 1 054)	58 %	20 %	36 %	31 %	13 %	44 %
Le recul de la classe moyenne par rapport aux 1 % les plus riches (n = 1 052)	57 %	21 %	36 %	29 %	13 %	45 %
Le coût du chauffage et de l'électricité (n = 1 052)	57 %	19 %	39 %	32 %	11 %	s. o.
La qualité de l'environnement (n = 1 052)	56 %	23 %	34 %	28 %	14 %	46 %
Votre santé et celle de votre famille (n = 1 054)	56 %	18 %	38 %	32 %	13 %	44 %
Votre capacité d'économiser suffisamment d'argent pour prendre votre retraite (n = 1 054)	54 %	24 %	30 %	23 %	23 %	46 %
La criminalité (n = 1 054)	53 %	19 %	34 %	34 %	13 %	37 %
La performance du marché boursier (n = 1 054)	51 %	16 %	35 %	30 %	19 %	29 %
L'ampleur du déficit fédéral (n = 1 052)	51 %	16 %	34 %	32 %	18 %	40 %
Votre santé mentale et celle de votre famille (n = 1 052)	48 %	16 %	32 %	32 %	20 %	39 %
L'inégalité du revenu au Canada (n = 1 054)	44 %	16 %	27 %	33 %	24 %	35 %
La propagation de la COVID-19 au Canada (n = 1 054)	40 %	12 %	28 %	38 %	22 %	51 %
Le remboursement de vos dettes personnelles (n = 2 106)	37 %	16 %	22 %	27 %	36 %	s. o.
Votre capacité d'économiser suffisamment pour acheter une maison (n = 2 106)	36 %	18 %	18 %	17 %	47 %	32 %
Le terrorisme (n = 1 052)	34 %	12 %	22 %	36 %	31 %	32 %
Votre capacité de payer toutes vos factures à la fin du mois (n = 1 054)	33 %	11 %	22 %	31 %	35 %	31 %
Le manque d'occasions d'avancement professionnel (n = 1 052)	32 %	11 %	21 %	21 %	47 %	28 %
La sécurité d'emploi (n = 1 054)	29 %	11 %	18 %	28 %	43 %	26 %

Les préoccupations relatives à la plupart des facteurs liés aux finances ou à la santé sont généralement en hausse par rapport au printemps. Le pourcentage de répondants qui s'inquiètent au moins modérément de la qualité du système de santé est en hausse (passant de 51 % à 75 %), tout comme le pourcentage de ceux qui s'inquiètent de leur propre santé mentale (passant de 39 % à 48 %). Les préoccupations relatives aux économies canadienne et mondiale ont également augmenté au cours de l'été, tout comme celles concernant le marché boursier. La pandémie de COVID-19 suscite en revanche moins d'inquiétudes (passant de 51 % à 40 %).

Plusieurs des facteurs présentés constituent une source de stress pour moins de quatre personnes sur dix; c'est notamment le cas du remboursement des dettes personnelles (37 %), du terrorisme (34 %) et de la sécurité d'emploi (29 %). Environ le tiers (36 %) des répondants jugent que leur capacité d'économiser suffisamment pour acheter une maison constitue une source de stress majeure ou modérée, mais ce pourcentage grimpe de façon significative chez ceux qui ont l'intention d'acheter une maison au cours de l'année à venir (72 %), comparativement à ceux dont ce n'est pas le cas (29 %).

Les pourcentages de répondants qui estiment que chacun de ces facteurs constitue une source de stress majeure sont généralement semblables à l'échelle du pays et dans les différents sous-groupes de la population, avec quelques différences dignes de mention. Les Québécois sont ceux qui se préoccupent le plus des changements climatiques (64 %) et de la qualité de l'environnement (62 %). On observe certaines différences en fonction de l'âge, les Canadiens plus jeunes (de moins de 55 ans) étant plus préoccupés que leurs homologues plus âgés par la hausse des taux d'intérêt, la sécurité financière à la retraite, la capacité d'économiser suffisamment pour la retraite ou l'achat d'une maison, la santé mentale, l'inégalité de revenu, le remboursement des dettes personnelles et la capacité de payer les factures mensuelles. En revanche, les Canadiens plus âgés (de 55 ans et plus) s'inquiètent davantage que les jeunes du terrorisme, de la propagation de la COVID-19, du déficit fédéral, du marché boursier, de la criminalité, des changements climatiques et du système de santé.

Les femmes sont encore une fois plus susceptibles que les hommes de trouver qu'un certain nombre de ces facteurs constituent une source majeure de stress; font toutefois exception l'économie mondiale, la santé personnelle et familiale, la criminalité, la performance boursière, le déficit fédéral, la propagation de la COVID-19, la capacité d'économiser pour acheter une maison, la capacité de payer ses factures mensuelles et la sécurité d'emploi, qui préoccupent les membres des deux sexes de façon semblable.

Les personnes qui qualifient leur propre situation financière ou l'économie canadienne en général de mauvaises sont les plus susceptibles de trouver que la majorité des facteurs présentés constituent une source majeure de stress.

Principaux facteurs de stress financier pour les parents canadiens

Les parents s'inquiètent principalement de savoir si leurs enfants auront les moyens de trouver un endroit où habiter lorsqu'ils seront plus âgés.

Les Canadiens qui ont indiqué avoir un enfant de moins de 18 ans à la maison ont été invités à évaluer sept autres sources de stress potentielles. Entre le tiers d'entre eux et six parents sur dix éprouvent au moins un stress modéré à leur égard. Trois personnes sur dix affirment que le fait de savoir si leurs enfants seront en mesure de s'offrir un endroit où rester lorsqu'ils seront plus âgés représente une source de stress majeure, tandis que le quart en disent de même de la qualité de l'environnement. Au plus deux parents sur dix se disent très stressés par l'incidence d'autres facteurs sur leurs enfants.

Mesure dans laquelle les enjeux économiques représentent des sources de stress pour les parents canadiens (n = 551)

3. Dites-moi dans quelle mesure chacun des facteurs suivants représente une source de stress pour vous et votre ménage. S'agit-il d'une source de stress majeure, modérée ou mineure, ou encore est-ce que cela ne constitue pas du tout une source de stress?	Source majeure	Source modérée	Source mineure	Pas une source de stress	Ne s'applique pas/je ne sais pas	Févr./mars : Source majeure
Le fait de savoir si votre enfant sera en mesure de s'offrir un endroit où rester lorsqu'il sera plus âgé	31 %	29 %	24 %	11 %	5 %	s. o.
La qualité de l'environnement lorsque votre enfant sera plus âgé	26 %	32 %	27 %	11 %	4 %	19 %
L'impact de la dette nationale du Canada sur votre enfant lorsqu'il sera plus âgé	21 %	32 %	27 %	13 %	7 %	s. o.
La capacité de payer les études de votre enfant	20 %	35 %	23 %	16 %	7 %	18 %
Le fait de savoir si votre enfant obtiendra un emploi après ses études	18 %	28 %	27 %	20 %	8 %	16 %
La capacité de votre enfant à rembourser son éventuel prêt étudiant	17 %	28 %	26 %	18 %	11 %	s. o.
La recherche d'une place de garde d'enfants abordable	16 %	17 %	13 %	17 %	37 %	15 %

Ces facteurs sont moins souvent considérés comme des sources de stress majeures ou modérées au Manitoba et au Québec qu'ailleurs au pays. Les femmes s'inquiètent davantage que les hommes de savoir si leurs enfants seront en mesure de s'offrir un endroit où rester lorsqu'ils seront plus âgés (66 % contre 55 %) ou s'ils pourront rembourser leur éventuel prêt étudiant (51 % contre 38 %), tandis que les autres enjeux soulèvent des préoccupations semblables auprès des membres des deux sexes.

Les parents dont le revenu est plus faible (40 000 \$ ou moins), ceux qui se trouvent dans une mauvaise situation financière et ceux qui sont d'avis que l'économie canadienne se porte mal sont plus susceptibles de trouver que la recherche d'une place en garderie abordable constitue une source de stress majeure.

Confiance dans la gestion des factures par rapport à l'année dernière

Plus du tiers des Canadiens sont moins convaincus qu'ils l'étaient l'année dernière d'être en mesure de payer leurs factures et de se procurer ce dont ils ont besoin.

Dans une nouvelle question pour cette vague, les Canadiens devaient indiquer dans quelle mesure ils sont convaincus qu'ils arriveront à payer leurs factures et à se procurer les choses dont ils ont besoin, comparativement à l'année dernière. Une minorité d'un peu plus d'une personne sur dix (14 %) se dit au moins un peu plus confiante à ce sujet, tandis que la moitié (50 %) des répondants sont tout aussi confiants et environ le tiers (36 %) le sont un peu (25 %) ou beaucoup moins (10 %) que l'année dernière.

Confiance dans la gestion des factures par rapport à l'année dernière

Q4 Comparativement à cette période l'an dernier, dans quelle mesure êtes-vous convaincu(e) de pouvoir payer vos factures et de vous procurer les choses dont vous avez besoin? Êtes-vous...?	Total – sondage en ligne (n = 2 007)
<i>Net : Plus convaincu(e)</i>	14 %
Bien plus convaincu(e)	5 %
Un peu plus convaincu(e)	8 %
Aussi convaincu(e)	50 %
<i>Net : Moins convaincu(e)</i>	36 %
Un peu moins convaincu(e)	25 %
Bien moins convaincu(e)	10 %
Je ne sais pas	1 %

Les membres des groupes suivants sont les plus susceptibles de se sentir *moins* confiants que l'an dernier quant à leur capacité de payer leurs factures :

- Les femmes (40 %, contre 31 % chez les hommes).
- Les personnes dont le revenu du ménage est inférieur à 80 000 \$ (43 %).
- Les titulaires d'un diplôme d'études secondaires ou moins (42 %).
- Les personnes sans emploi (49 %).
- Les locataires (41 %).
- Les personnes ayant des enfants de moins de 18 ans (40 %).
- Les Canadiens résidant ailleurs qu'au Québec (38 %, contre 26 % des Québécois).

Les dépenses les plus difficiles à couvrir

Les Canadiens éprouvent le plus de difficulté lorsqu'il est question de payer les produits d'épicerie et les coûts de logement; trois personnes sur dix n'ont aucune difficulté à joindre les deux bouts.

Dans une nouvelle question pour cette vague, on a demandé aux Canadiens quelle dépense fait en sorte qu'il est plus difficile pour eux de joindre les deux bouts. Quatre choix de réponse étaient inclus, mais les répondants pouvaient aussi écrire autre chose ou encore indiquer qu'ils n'éprouvent aucune difficulté. Ils ne pouvaient sélectionner qu'une seule réponse.

Le quart des répondants indiquent que les produits d'épicerie (24 %) ou les coûts de logement (24 %) sont leurs dépenses les plus difficiles à couvrir. Moins d'une personne sur dix trouve plus difficile de couvrir les autres dépenses comme l'essence (8 %) ou les services publics (7 %). Trois répondants sur dix affirment n'avoir actuellement aucune difficulté à payer leurs dépenses.

Les dépenses les plus difficiles à couvrir (mentions par au moins 2 % des répondants)

Q5. Quelle est la dépense quotidienne qui fait en sorte qu'il est plus difficile pour vous de joindre les deux bouts?	Total (n = 2 106)
Produits d'épicerie/nourriture	24 %
Coûts de logement (p. ex. loyer, prêt hypothécaire)	24 %
Essence	8 %
Services publics (p. ex. chauffage, électricité)	7 %
Autre chose	4 %
Rien, je n'ai pas de difficulté à joindre les deux bouts	29 %
Je ne sais pas	3 %

Les réponses sont généralement semblables dans l'ensemble du pays et dans la plupart des sous-groupes. Voici toutefois quelques constatations dignes de mention.

- Le pourcentage de répondants qui indiquent *les produits d'épicerie/la nourriture* va de 18 % au Manitoba à 29 % au Québec. Il est plus élevé chez les femmes (27 % contre 21 % chez les hommes) ainsi qu'au sein des ménages dont le revenu est inférieur à 40 000 \$ (36 %). Il est également plus élevé chez les personnes ayant des enfants de moins de 18 ans à la maison (29 % contre 23 %) et chez celles dont la situation financière personnelle est mauvaise (31 %) ou passable (28 %), comparativement à celles dont les finances se portent bien (19 %).
- Le pourcentage de répondants qui trouvent que *les coûts de logement* sont les plus difficiles à payer va de 15 % au Québec à 30 % en Ontario; il est plus élevé chez les personnes âgées de 18 à 34 ans (37 %) et diminue à mesure que l'âge augmente (passant à 13 % chez les 55 ans et plus). Il est plus élevé parmi les titulaires d'un diplôme universitaire (28 %) et ceux qui vivent dans des villes de plus d'un million d'habitants (31 %). Il est également plus élevé chez les personnes dont la situation financière personnelle est mauvaise (37 %) ou passable (30 %), comparativement à celles dont les finances se portent bien (16 %).

Les coûts de logement sont aussi plus difficiles à couvrir pour les personnes qui ont l'intention d'acheter une maison au cours de la prochaine année (39 %, contre 21 % chez celles dont ce n'est pas le cas).

- Le pourcentage de répondants qui trouvent que l'essence est la dépense la plus difficile à couvrir va de 5 % au Québec à 17 % en Colombie-Britannique.
- Le pourcentage de répondants n'ayant aucune difficulté à joindre les deux bouts est plus élevé au Québec (41 %, contre 22 % à 29 % ailleurs) de même que chez les hommes (32 % contre 27 % des femmes) et les diplômés universitaires (34 %); il augmente en même temps que l'âge (de 20 % chez les 18 à 34 ans jusqu'à 39 % chez les 55 ans et plus) et le revenu du ménage (de 16 % chez ceux qui gagnent moins de 40 000 \$ à 43 % chez ceux qui gagnent 150 000 \$ ou plus).

Crainte d'une mise à pied ou d'une perte d'emploi

Trois Canadiens sur dix se disent au moins un peu inquiets à l'idée qu'un membre de leur famille ou eux-mêmes perdent leur emploi, un taux en baisse depuis mars dernier.

Trois Canadiens sur dix (29 %) craignent beaucoup ou quelque peu qu'un membre de leur famille ou eux-mêmes perdent leur emploi, un pourcentage ayant connu une légère baisse par rapport aux 34 % du début de l'année. Les deux tiers (67 %) des répondants ne sont pas vraiment ou pas du tout inquiets à ce sujet, dont quatre sur dix qui ne craignent pas du tout une perte d'emploi, en hausse de six points. Il est évident que la perspective d'une perte d'emploi inquiète de moins en moins la population canadienne, le pourcentage de personnes qui ne sont pas du tout inquiètes à ce sujet ayant augmenté de six points au cours des derniers mois.

Crainte d'une mise à pied ou d'une perte d'emploi

Q6. Dans quelle mesure craignez-vous qu'un membre de votre ménage ou vous-même perdiez votre emploi ou soyez mis à pied?	Cela m'inquiète beaucoup	Cela m'inquiète un peu	Cela ne m'inquiète pas vraiment	Cela ne m'inquiète pas du tout	Je ne sais pas
Automne 2022 (n = 2 106)	8 %	22 %	26 %	41 %	3 %
Févr./mars (n = 2 007)	12 %	23 %	26 %	35 %	4 %

Les réponses sont généralement semblables dans les différents sous-groupes de la population. Le pourcentage de répondants qui s'inquiètent d'une perte d'emploi est plus élevé chez les personnes dont le revenu du ménage est plus faible, et diminue à mesure que le revenu augmente. L'inquiétude à ce sujet (qu'elle soit forte ou modérée) est partagée par une minorité, mais est plus répandue au sein des groupes suivants :

- Les résidents de l'Ontario et de la Colombie-Britannique (33 %).
- Les personnes âgées de moins de 55 ans (37 % comparativement à 18 % chez les 55 ans et plus).
- Les résidents des grands centres urbains (33 %, comparativement à 25 % de ceux des plus petites municipalités et des régions rurales).
- Les personnes dont la langue parlée à la maison n'est ni l'anglais ni le français (48 %).
- Les personnes vivant avec un enfant de moins de 18 ans (43 % contre 25 %).

- Les personnes qui ont l'intention d'acheter une maison cette année (48 % contre 26 %).
- Les personnes qui se trouvent personnellement dans une mauvaise situation financière (50 %, contre 34 % chez celles dont la situation est passable et 18 % chez celles dont elle est bonne).
- Les personnes racisées (38 %) et les nouveaux immigrants (68 %).

D. Impôt et politique fiscale

Niveau d'accord avec les énoncés portant sur les enjeux fiscaux

Les Canadiens aimeraient que le budget du pays soit un jour équilibré, mais ils ne veulent pas que cela se fasse au détriment des soins de santé ou des services essentiels, ou encore par l'augmentation du fardeau fiscal.

On a demandé aux répondants d'évaluer leur niveau d'accord avec dix énoncés portant sur l'approche du gouvernement fédéral par rapport à certains enjeux fiscaux. Comme c'était le cas plus tôt au cours de l'année, les Canadiens et Canadiennes aimeraient que la dette nationale soit réduite, mais ils souhaitent toujours un financement plus permanent des soins de santé pour les provinces et ne veulent pas que le budget soit équilibré au détriment des services essentiels ou par une augmentation des taxes et impôts.

Des majorités allant de 52 % à 71 % sont d'accord (notes de 7 à 10) avec la plupart des énoncés, mais le niveau d'accord est le plus élevé pour celui selon lequel le gouvernement fédéral devrait mettre en place une stratégie visant à réduire progressivement la dette nationale (75 %, un pourcentage semblable aux 71 % de février-mars). Les deux tiers des répondants conviennent également que le gouvernement fédéral devrait fournir aux provinces un financement plus permanent en matière de soins de santé, même si cela fera augmenter le déficit (66 %) ou qu'un rétablissement trop rapide de l'équilibre budgétaire pourrait entraîner des compressions dans les services essentiels ou une hausse du fardeau fiscal pour les gens comme eux (64 %).

Trois nouveaux énoncés obtiennent l'accord d'une minorité : le gouvernement fédéral tente de soutenir les Canadiens en période de difficultés économiques (43 %) ou comprend les enjeux économiques auxquels sont confrontés les Canadiens (35 %), et le Canada devrait offrir plus de soutien financier pour aider l'Ukraine (32 %).

Niveau d'accord avec les énoncés portant sur les enjeux fiscaux

Q14 Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants en utilisant une échelle de 1 à 10, où 10 signifie que vous êtes fortement en accord et 1, que vous êtes fortement en désaccord?	En accord (7 à 10)	Perception neutre (5 ou 6)	En désaccord (1 à 4)	Je ne sais pas	Févr./mars : en accord (7 à 10)
Je pense que le gouvernement fédéral devrait mettre en place une stratégie visant à réduire progressivement la dette nationale.	71 %	19 %	2 %	5 %	75 %
Le gouvernement fédéral devrait fournir aux provinces un financement plus permanent pour les soins de santé, même si cela fera augmenter le déficit.	66 %	21 %	7 %	6 %	67 %
Je crains qu'un rétablissement trop rapide de l'équilibre budgétaire par le gouvernement fédéral n'entraîne soit des compressions dans les services essentiels, soit une hausse du fardeau fiscal pour les gens comme moi.	64 %	19 %	9 %	8 %	66 %
Je ne m'attends pas à ce que le gouvernement fédéral équilibre son budget tant que l'économie ne se sera pas entièrement remise de la pandémie.	59 %	19 %	14 %	9 %	67 %
Le rétablissement de l'équilibre budgétaire ou l'obtention d'un excédent par le gouvernement fédéral aura une incidence positive sur l'économie.	56 %	21 %	9 %	14 %	64 %
Le gouvernement fédéral devrait viser en priorité à limiter les futures dépenses publiques.	56 %	24 %	4 %	7 %	63 %
Je pense que le gouvernement fédéral devrait rétablir l'équilibre budgétaire dès que possible.	52 %	25 %	14 %	8 %	59 %
Le gouvernement fédéral tente de soutenir les Canadiens en période de difficultés économiques.	43 %	25 %	26 %	6 %	s. o.
Le gouvernement fédéral comprend les enjeux économiques auxquels sont confrontés les Canadiens.	35 %	23 %	36 %	5 %	s. o.
Le gouvernement fédéral devrait offrir plus de soutien financier pour aider l'Ukraine à se défendre contre la Russie, même si cela ferait augmenter le déficit.	32 %	26 %	36 %	7 %	s. o.

Le niveau d'accord avec les énoncés est plutôt semblable d'une région à l'autre et dans la plupart des sous-groupes. Il tend à augmenter en même temps que l'âge des répondants. Il est semblable chez les membres des deux sexes, bien que les femmes soient plus susceptibles que les hommes de convenir qu'un financement plus permanent des soins de santé devrait être fourni et qu'un rétablissement trop rapide du budget par le gouvernement fédéral pourrait entraîner des compressions dans les services essentiels ou une hausse du fardeau fiscal pour les contribuables. Les hommes, quant à eux, croient davantage que l'équilibre budgétaire aura une incidence positive sur l'économie et qu'il faudrait y parvenir le plus rapidement possible.

Paiement du montant approprié en taxes et en impôts

Les Canadiens sont de plus en plus nombreux à penser que les grandes sociétés, les membres du 1 % le plus riche et les institutions financières devraient payer plus de taxes et d'impôts.

Les Canadiens devaient indiquer si, à leur avis, les membres de six groupes paient actuellement un montant approprié en taxes et en impôts ou s'ils devraient en payer plus ou moins. On observe une augmentation constante du pourcentage de répondants qui sont d'avis que les groupes les plus fortunés devraient en payer davantage. En effet, les trois quarts estiment que les grandes sociétés (77 %, en hausse de sept points de pourcentage depuis février-mars) et les membres du 1 % le plus riche (74 %) devraient payer plus de taxes et d'impôts. Sept personnes sur dix (70 %) croient aujourd'hui que les institutions financières devraient payer plus, en hausse de 11 points depuis le début de l'année. Comme dans la vague précédente, environ la moitié des Canadiens jugent que les petites entreprises et les membres de la classe moyenne paient un montant approprié en taxes et en impôts, et six répondants sur dix croient que les personnes à faible revenu devraient en payer moins.

Paiement du montant approprié en taxes et en impôts

Q11 À votre avis, est-ce que chacun des groupes suivants paie actuellement un montant approprié en taxes et en impôts, ou devrait-il payer plus ou moins de taxes et d'impôts qu'il ne le fait aujourd'hui?	Devraient payer plus de taxes	Paient actuellement un montant approprié de taxes	Devraient payer moins de taxes	Je ne sais pas	Févr./mars : devraient payer plus de taxes
Les grandes sociétés	77 %	14 %	2 %	7 %	70 %
Les membres du 1 % le plus riche	74 %	15 %	3 %	8 %	69 %
Les institutions financières	70 %	16 %	2 %	12 %	59 %
Les petites entreprises	5 %	51 %	32 %	12 %	6 %
Les personnes à faible revenu	4 %	30 %	59 %	7 %	5 %
La classe moyenne	2 %	51 %	39 %	7 %	6 %

L'opinion selon laquelle *les grandes sociétés* et *les membres du 1 % les plus riches* devraient payer plus de taxes et d'impôts domine à l'échelle du pays ainsi que dans tous les sous-groupes de la population. Les femmes et les locataires croient davantage que les grandes sociétés devraient payer davantage. Dans la plupart des groupes, la majorité des répondants voudraient que *les institutions financières* paient plus de taxes et d'impôts, mais les pourcentages sont plus élevés chez les 55 ans et plus et les locataires.

L'opinion selon laquelle *les personnes à faible revenu* devraient payer moins de taxes et d'impôts domine à l'échelle nationale, bien qu'elle soit plus répandue chez les femmes, les répondants dont le revenu du ménage est faible ou moyen (68 % chez ceux qui gagnent moins de 80 000 \$), les personnes âgées de 55 ans et plus, les locataires, ceux qui croient que l'économie canadienne se porte mal et les personnes en situation de handicap. Le pourcentage de répondants qui partagent cet avis est aussi plus élevé chez les personnes se trouvant personnellement dans une mauvaise situation financière (62 %), et diminue à mesure que les finances personnelles s'améliorent (pour atteindre 55 % chez ceux qui disent jouir d'une bonne situation financière).

Une minorité de répondants à l'échelle du pays et dans la plupart des sous-groupes souhaitent que *la classe moyenne* paie moins de taxes et d'impôts, mais cette opinion est plus répandue chez les personnes âgées de 35 à 54 ans, les travailleurs à temps plein, les personnes ayant un enfant de moins de 18 ans, les personnes qui se

trouvent personnellement dans une situation financière mauvaise ou passable et celles qui pensent que l'économie du pays se porte mal.

Le pourcentage de répondants qui jugent que *les petites entreprises* devraient payer moins de taxes et d'impôts est généralement semblable d'un sous-groupe à l'autre, mais est plus élevé chez les résidents de régions rurales et les personnes qui pensent que l'économie du pays se porte mal. Il est plus faible au Québec (22 %) qu'ailleurs (de 34 % à 41 %).

E. Logement

Accessibilité des logements

Plus de huit personnes sur dix trouvent très difficile d'acheter une propriété dans le contexte économique actuel, et sept sur dix estiment que le gouvernement fédéral a la responsabilité de s'attaquer à ce problème.

On a demandé aux Canadiens d'indiquer leur niveau d'accord avec un certain nombre d'énoncés concernant l'accès à la propriété. Un peu plus de huit personnes sur dix (83 %) sont toujours d'accord (notes de 7 à 10) pour dire qu'il est très difficile d'acheter une propriété dans le climat économique actuel et sept sur dix (71 %) sont d'avis que le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables qui sévit au pays. Le quart (25 %) des répondants sont en accord avec l'énoncé selon lequel il serait facile pour une personne cherchant à acheter une propriété aujourd'hui de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire. Ces résultats sont tous statistiquement semblables à ceux obtenus au début de l'année.

Comme en février-mars, les trois quarts (77 %) des propriétaires (n = 1 396) affirment qu'il était extrêmement important pour eux d'être propriétaires plutôt que locataires, et un peu plus de la moitié (53 %) des membres de ce groupe estiment que les coûts associés à leur propriété sont abordables compte tenu du revenu actuel de leur ménage.

Deux questions ont été posées spécifiquement aux locataires (n = 549), et ont elles aussi donné lieu à des résultats semblables à ceux de la vague précédente : un peu plus de la moitié des membres de ce groupe (53 %) estiment qu'il est extrêmement important pour eux d'être en mesure d'être propriétaires d'une maison dans le futur, et quatre personnes sur dix (39 %) sont d'avis que leur loyer est abordable compte tenu du revenu actuel de leur ménage.

Niveau d'accord avec les énoncés sur l'accessibilité du logement

Q12 À l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous êtes fortement en désaccord et 10, que vous êtes fortement en accord, dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants?	En accord (7 à 10)	Perception neutre (5 ou 6)	En désaccord (1 à 4)	Je ne sais pas	Févr./mars : en accord (7 à 10)
Il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours, étant donné le climat économique actuel.	83 %	10 %	5 %	2 %	81 %
Il était extrêmement important pour vous d'être propriétaire plutôt que locataire. ÉCHANTILLON : Propriétaires (n = 1 396)	77 %	14 %	7 %	2 %	76 %
Le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables au Canada.	71 %	17 %	8 %	3 %	72 %
Les coûts associés à votre propriété (y compris les paiements hypothécaires et les taxes foncières) sont abordables compte tenu du revenu actuel de votre ménage. ÉCHANTILLON : Propriétaires (n = 1 396)	53 %	23 %	22 %	2 %	54 %
Il est extrêmement important pour vous d'être en mesure d'être propriétaire d'une maison dans l'avenir. ÉCHANTILLON : Locataires (n = 549)	53 %	19 %	24 %	4 %	49 %
Votre loyer est abordable compte tenu du revenu actuel de votre ménage. ÉCHANTILLON : Locataires (n = 549)	39 %	25 %	35 %	1 %	39 %
Si vous deviez acheter une propriété aujourd'hui, il vous serait facile de trouver un endroit à la fois sécuritaire et abordable.	25 %	19 %	52 %	5 %	28 %

Dans la plupart des cas, les réponses à ces énoncés varient peu d'un sous-groupe à l'autre. Les différences significatives sont présentées ci-dessous :

- *Il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours, étant donné le climat économique actuel* : Le niveau d'accord est très élevé dans tous les sous-groupes, mais il l'est un peu moins en Alberta et dans les provinces de l'Atlantique de même que dans les régions rurales.
- *Le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables au Canada* : Le niveau d'accord est plus élevé chez les femmes, les répondants plus jeunes, les locataires et les personnes racisées.
- *Les coûts associés à votre propriété sont abordables compte tenu du revenu actuel de votre ménage* : Le niveau d'accord est plus élevé chez les Ontariens, les 55 ans et plus, les personnes à revenu plus élevé et les diplômés universitaires. Il est plus faible chez les personnes à faible revenu et les résidents de la Colombie-Britannique.
- *Si vous deviez acheter une propriété aujourd'hui, il vous serait facile de trouver un endroit à la fois sécuritaire et abordable* : Le niveau d'accord est plus élevé en Alberta et au Québec, de même que chez les hommes, les propriétaires, les 55 ans et plus et les personnes dont le revenu du ménage est de 150 000 \$ ou plus.
- *Il était extrêmement important pour vous d'être propriétaire plutôt que locataire* : Le niveau d'accord est très élevé dans tous les sous-groupes, en particulier au Québec et dans les régions rurales.

Les politiques du gouvernement fédéral en matière de logement

La majorité des répondants estiment que chacune des politiques sur le logement présentées devrait être une priorité du gouvernement, celles offrant de l'assistance directe à la population ou qui visent à sévir contre les spéculateurs et les promoteurs immobiliers arrivant en tête. On considère comme moins prioritaire d'exercer de la pression sur les municipalités.

Les Canadiens se sont vu présenter une série de 14 politiques liées au logement, puis devaient indiquer dans quelle mesure chacune d'elles devrait constituer une priorité pour le gouvernement fédéral. Comme en février-mars, l'accessibilité accrue à des logements abordables est considérée par les Canadiens comme la priorité absolue (76 %), tandis que les trois quarts (74 %) des répondants trouvent important de continuer d'offrir des mesures de soutien aux acheteurs d'une première propriété. Sept personnes sur dix considèrent chacune de ces quatre politiques comme une priorité : accroître la transparence dans les opérations immobilières (71 %), prendre des mesures sévères contre les grands propriétaires qui accaparent les logements (71 %), prolonger l'interdiction temporaire d'achat de propriétés par des étrangers (71 %) et rendre les paiements hypothécaires plus abordables (69 %).

Parmi les autres politiques qui devraient constituer une priorité élevée pour le gouvernement fédéral, notons : faire en sorte qu'il soit plus accessible de verser une mise de fonds (67 %), exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables pour les familles à faible revenu (64 %), collaborer avec les municipalités pour accélérer l'approbation de nouveaux projets de logements (63 %), interdire aux gens d'acheter et de posséder plusieurs maisons qui ne sont pas utilisées pour offrir des logements locatifs à ceux qui en ont besoin (59 %), continuer d'investir dans les coopératives de logements (58 %) et augmenter les exigences en matière de mise de fonds pour les investisseurs (54 %).

Les politiques les moins importantes sont celles qui exigent que les municipalités modifient leurs règles de zonage pour permettre des communautés plus denses (42 %) et qui visent à réduire le financement fédéral octroyé aux municipalités qui n'ont pas augmenté le nombre de maisons au cours de l'année précédente (37 %).

Priorités concernant les politiques d'accessibilité au logement

Q13A Afin de répondre au problème d'accessibilité aux logements, dans quelle mesure chacun des éléments suivants devrait-il, selon vous, constituer une priorité pour le gouvernement fédéral? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie qu'un élément ne devrait pas du tout constituer une priorité pour le gouvernement fédéral et 10, qu'il devrait constituer une priorité extrêmement élevée.	Priorité (7 à 10)	Neutre (5 et 6)	Pas une priorité (1 à 4)	Je ne sais pas	Févr./mars : priorité (7 à 10)
Accroître l'accessibilité à des logements abordables	76 %	15 %	6 %	3 %	76 %
Continuer d'offrir des (automne : mesures de soutien/févr.-mars : incitatifs) aux acheteurs d'une première propriété	74 %	17 %	2 %	4 %	71 %
Accroître la transparence (automne : et la protection des consommateurs) dans les opérations immobilières, par exemple en interdisant les offres à l'aveugle	71 %	15 %	2 %	9 %	71 %
Prendre des mesures sévères contre les grands propriétaires qui accaparent les logements, réduisant ainsi l'offre pour les particuliers	71 %	16 %	8 %	6 %	72 %
Prolonger l'interdiction temporaire d'achat de propriétés par des étrangers sur le marché résidentiel	70 %	14 %	9 %	7 %	s. o.
Rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables pour les Canadiens à revenu moyen ou faible	69 %	18 %	9 %	5 %	70 %
Faire en sorte qu'il soit plus (automne : accessible/févr.-mars : facile) pour les gens de verser une mise de fonds	67 %	21 %	7 %	5 %	69 %
Exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables pour les familles à faible revenu	64 %	20 %	11 %	6 %	70 %
Collaborer avec les municipalités pour accélérer l'approbation de nouveaux projets de logements	63 %	21 %	4 %	6 %	68 %
Interdire aux gens d'acheter et de posséder plusieurs maisons qui ne sont pas utilisées pour offrir des logements locatifs à ceux qui en ont besoin	59 %	18 %	16 %	7 %	s. o.
Continuer d'investir dans les coopératives de logements	58 %	24 %	9 %	9 %	66 %
Augmenter les exigences en matière de mise de fonds pour les investisseurs	54 %	21 %	12 %	12 %	61 %
Exiger que les municipalités modifient leurs règles de zonage pour permettre des communautés plus denses	42 %	27 %	21 %	10 %	s. o.
Réduire le financement fédéral octroyé aux municipalités qui n'ont pas augmenté le nombre de maisons sur leur territoire au cours de l'année précédente	37 %	26 %	21 %	16 %	s. o.

On observe peu de différences importantes entre les sous-groupes dans la priorité qu'accordent les Canadiens et Canadiennes à chacune des politiques. Les résidents de la Colombie-Britannique et de l'Ontario, les locataires, les 55 ans et plus et les personnes à revenu plus faible tendent toutefois à accorder une plus grande priorité à la plupart des mesures présentées, tandis que les résidents de l'Alberta, les propriétaires et les personnes à revenu plus élevé sont plus enclins à accorder une priorité moindre.

Les répondants à revenu plus faible et les locataires ont tendance à accorder une plus grande priorité aux mesures visant les personnes à faible revenu, comme d'exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables pour les familles à faible revenu et de continuer d'investir dans les coopératives de logements.

Annexe A : Méthodologie de la phase qualitative

Environics Research a mené, en septembre et octobre 2022, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe dans le but d'évaluer les opinions des Canadiens et Canadiennes quant à l'état actuel de l'économie, en s'attardant plus spécifiquement sur les attitudes à l'égard d'enjeux tels que le coût de la vie, le logement et les priorités du gouvernement fédéral à l'approche de l'Énoncé économique de l'automne.

Composition des groupes

Les discussions se sont déroulées sur la plateforme Zoom et deux séances ont été organisées dans chacune des régions suivantes : en Ontario (le 29 septembre), dans les Prairies (le 3 octobre), en Colombie-Britannique (le 4 octobre), au Québec (le 5 octobre) et dans les provinces de l'Atlantique (le 6 octobre). Les deux séances du Québec ont été menées en français, et les huit autres, en anglais.

Emplacement (langue des séances)	Date	Heure
Ontario (anglais)	Jeudi 29 septembre	17 h HNE – groupe 1 19 h HNE – groupe 2
Provinces de l'Atlantique [T.-N.-L., N.-É., N.-B. et Î.-P.-É.] (anglais)	Jeudi 6 octobre	16 h HNE (17 h HNA) – groupe 3 18 h HNE (19 h HNA) – groupe 4
Provinces des Prairies [Manitoba, Saskatchewan et Alberta] (anglais)	Lundi 3 octobre	18 h HNE (17 h HNC/16 h HNR) – groupe 5 20 h HNE (19 h HNC/18 h HNR) – groupe 6
C.-B./territoires (anglais)	Mardi 4 octobre	19 h HNE (16 h HNP) – groupe 7 21 h HNE (18 h HNP) – groupe 8
Québec (français)	Mercredi 5 octobre	17 h HNE – groupe 9 19 h HNE – groupe 10

Remarque : Les participants des groupes 1, 3, 5, 7 et 9 étaient à faible revenu. Ceux des groupes 2, 4, 6, 8 et 10 gagnaient un revenu plus élevé.

Les participants étaient âgés de 18 ans ou plus et appartenaient à différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et milieux. Les séances de discussion, de 90 minutes environ, regroupaient de six à huit participants (sur les huit personnes recrutées pour chacun des groupes). Les participants se sont vu offrir la somme de 100 \$ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence. Chaque soir, une séance a été organisée auprès de Canadiens à faible revenu et une autre a été menée auprès de personnes à revenu plus élevé.

Recrutement

Environics a mis au point un questionnaire de recrutement, puis l'a transmis à Finances Canada à des fins de vérification avant de le déployer. Le recrutement a été effectué par le partenaire d'Environics, Trend Research, une entreprise de recrutement d'études qualitatives bien établie et parmi les plus respectées au pays. Toutes les activités de recrutement ont été menées au téléphone et par courriel par l'équipe professionnelle de recruteurs qualifiés et expérimentés de Trend. Trend gère un panel de participants potentiels à des études qualitatives partout au Canada. Le panel est composé de personnes qui ont pris part à des sondages quantitatifs et qui ont

accepté que l'on communique de nouveau avec elles pour prendre part à des études qualitatives rémunérées, ainsi que de personnes recrutées au moyen de publicités sur les médias sociaux. Les participants ont été joints aléatoirement par téléphone ou par courriel, puis ont fait l'objet d'une sélection afin de s'assurer qu'ils étaient invités à la séance pertinente. Ils ont également été sélectionnés de façon à assurer un mélange de sexes, de niveaux de scolarité et d'âges au sein des groupes, mais aussi en tenant compte de leur aisance à exprimer librement leur opinion devant d'autres personnes. Les critères d'exclusion standards ont été appliqués (emploi dans le domaine des études de marché, des médias ou pour le gouvernement fédéral, et participation récente à une séance de discussion en groupe). Les participants se sont vu offrir la somme de 100 \$ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence.

Toutes les séances ont été enregistrées sur bandes audio et vidéo pour pouvoir être utilisées par l'équipe de recherche lors de l'analyse subséquente; les participants devaient consentir à un tel enregistrement durant le processus de recrutement et au moment de se présenter à la séance. On les assurait cependant que leurs renseignements personnels et la confidentialité de leurs réponses seraient préservés.

Animation

Deux chercheurs d'expérience ont animé les diverses séances. Ils sont présentés ci-dessous.

- Derek Leebosh, vice-président d'Environics, a animé toutes les séances en anglais.
- France Mercier, associée principale, a animé les deux séances en français.

L'intégralité de la phase qualitative a été menée conformément aux normes professionnelles et aux lois fédérales applicables (p. ex., la LPRPDE).

Limites

L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Annexe B : Méthodologie de la phase quantitative

Contexte et objectifs de la recherche

Finances Canada a mis en lumière la nécessité de mener une étude quantitative ayant pour but d'explorer les préoccupations et perceptions globales des Canadiens et Canadiennes en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie du pays et aux enjeux économiques émergents, ainsi que leurs attentes quant au rôle que le gouvernement du Canada devrait jouer dans l'économie et d'autres enjeux liés à la qualité de vie au pays.

Utilisation de la recherche : En évaluant et en analysant l'opinion des Canadiens et Canadiennes, le gouvernement du Canada est en mesure d'avoir un meilleur aperçu d'importants enjeux politiques liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue à la suite de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée à Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement de priorités, le développement de politiques et la planification de programmes et de services.

Méthodologie

Environics a mené, du 23 septembre au 4 octobre 2022, un sondage en ligne auprès d'un échantillon représentatif de 2 007 Canadiens et Canadiennes adultes. *Puisque les répondants au sondage en ligne ont été recrutés à partir d'un panel à participation volontaire, l'échantillon est non probabiliste et aucune marge d'erreur ne peut être calculée.*

Conception du questionnaire

Le questionnaire a été élaboré par des représentants d'Environics et de Finances Canada; des questions de suivi provenant de précédents sondages de nature économique y ont été incluses, lorsqu'approprié. La version française du questionnaire définitif est incluse à l'annexe E du présent document. Les personnes sondées ont mis 16 minutes en moyenne pour y répondre.

Conception et pondération de l'échantillon

Le sondage en ligne a ciblé les Canadiennes et Canadiens adultes (âgés de 18 ans ou plus). L'échantillon a été stratifié par région afin de permettre une couverture adéquate des zones moins habitées. Les données du sondage ont été pondérées en fonction de la population adulte nationale (par région, âge et sexe).

Répartition régionale	Total	C.-B./Yn	Alb./ T.N.-O.	Sask.	Man./Nt	Ont.	Qc	Atl.
N ^{bre} d'entrevues achevées	2 106	330	283	117	124	625	420	207
% d'entrevues achevées	100 %	16 %	13 %	6 %	6 %	30 %	20 %	10 %

Préenquête

Un pré-lancement du sondage en ligne a été effectué le 26 septembre; un total de 67 sondages ont été examinés (29 en anglais et 38 en français). Aucun changement ne s'est avéré nécessaire à la suite de cet examen et le travail sur le terrain a pu commencer. Les entrevues menées dans le cadre du test préliminaire ont été conservées dans les données.

Travail sur le terrain et contrôle de la qualité

Le sondage en ligne a été réalisé par Environics. Tous les répondants ont eu la possibilité d'y répondre dans la langue officielle de leur choix. L'ensemble du travail de recherche a été effectué en conformité avec les Normes pour la recherche sur l'opinion publique effectuée par le gouvernement du Canada, de même qu'avec les lois fédérales applicables (*Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, ou LPRPDE).

Des analystes de données ont programmé le questionnaire dans la plateforme de sondage en ligne avant de le soumettre à des tests approfondis afin d'assurer l'exactitude de l'organisation et de la collecte des données. Cette validation a permis de garantir que le processus de saisie des données était conforme à la logique de base des sondages. Le système d'entrevue a pris en charge les invitations, les quotas et les réponses aux questionnaires (l'enchaînement des questions et les intervalles valides).

Taux de réponse

Les taux de réponse au sondage en ligne sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Répartition des communications

Répartition	N
Nombre total d'invitations (c)	34 170
Nombre total de sondages terminés (d)	2 106
Répondants admissibles, mais qui ont abandonné (e)	323
Répondants non admissibles (f)	252
Aucune réponse (g)	30 001
Quotas atteints (h)	1 488
Taux de contact $= (d + e + f + h) / c$	12,20 %
Taux de participation $= (d + f + h) / c$	11,26 %

Analyse du biais de non-réponse

Le tableau ci-dessous présente le profil de l'échantillon final, comparativement à la population réelle du Canada (d'après les données du recensement de 2016). Le pourcentage des personnes âgées de 55 ans et plus qui ont été sondées est inférieur à celui observé dans la population générale; cet écart a été corrigé par une pondération de l'âge. L'échantillon final sous-représente également quelque peu les personnes ayant un diplôme d'études secondaires ou moins, ce qui est une caractéristique courante des sondages menés au Canada (c'est-à-dire que les personnes plus éduquées sont plus susceptibles de s'inscrire à des panels en ligne et de répondre à des sondages).

Profil de l'échantillon

Type d'échantillon	Échantillon en ligne* %	Canada (recensement de 2016) %
Sexe (18 ans et plus)		
Hommes	50 %	49
Femmes	49 %	51
Âge		
De 18 à 34 ans	27	27
De 35 à 54 ans	46	34
55 ans et plus	27	39
Niveau de scolarité^α		
Diplôme d'études secondaires ou moins	15	35
École de métiers, études collégiales ou postsecondaires (sans diplôme)	33	36
Diplôme universitaire	52	29

* Les données ne sont pas pondérées et les pourcentages sont établis en fonction des personnes ayant répondu à chacune des questions démographiques.

^α Les catégories réelles du recensement diffèrent de celles utilisées dans le cadre de ce sondage et ont été recalculées pour correspondre à ce dernier. Les données de Statistique Canada en ce qui a trait au niveau de scolarité représentent les Canadiens âgés de 25 à 64 ans.

Annexe C : Guide de discussion

26 septembre 2022

Environics Research
Séances de discussion en groupe sur l'économie canadienne
Finances Canada – Guide de discussion
PN11601

1. Présentation de la procédure (10 minutes)

Bonjour à tous, je m'appelle [NOM] et je travaille pour Environics Research, une société de recherche sur l'opinion publique. Bienvenue à cette séance de discussion en ligne. C'est moi qui l'animerai. Elle s'inscrit dans une série de séances de discussion en ligne que nous menons auprès de personnes d'un bout à l'autre du pays pour le compte du gouvernement du Canada. La séance durera au plus 90 minutes.

Nous souhaitons connaître votre opinion; n'hésitez donc pas à exprimer votre accord ou votre désaccord avec les autres participants. Sachez également que notre discussion est enregistrée pour m'aider à rédiger mon rapport. Cet enregistrement ne sera utilisé qu'à l'interne pour analyser la recherche et ne sera transmis à aucun tiers. ANIMATEUR, LANCER L'ENREGISTREMENT À PARTIR DE L'APPLICATION ZOOM.

De plus, quelques observateurs de l'équipe de recherche et du gouvernement du Canada assisteront à la séance et prendront des notes en sourdine. J'aimerais également vous rappeler que tout ce que vous direz ici demeurera confidentiel et anonyme et qu'aucun de vos commentaires ne sera associé à votre nom, et ce, dans tous les rapports produits dans le cadre de ce projet.

Nous échangerons principalement par vidéo, mais je vous partagerai également mon écran pour vous montrer des choses. Nous utiliserons aussi la fonction de clavardage (« Chat ») de temps à autre, lorsque je vous demanderai de réagir par écrit. Je vais taper « Allô » dans la fenêtre de clavardage; pouvez-vous tous le voir? Veuillez répondre « Allô » à « Tout le monde » (« Everyone ») afin que l'on puisse s'assurer que tout fonctionne correctement pour tous les participants.

Si vous avez l'impression de ne pas avoir eu l'occasion de vous exprimer au cours de la séance, n'hésitez pas à ajouter vos commentaires par écrit à l'aide de la fonction de clavardage. Faites part de vos commentaires à tout le monde, à moins que vous ne sentiez le besoin de m'envoyer un message privé.

Avant de commencer, j'aimerais également dire que si vous croyez qu'il peut y avoir du bruit de votre côté (p. ex., des enfants, un chien qui aboie, etc.), veuillez appuyer sur le bouton « Sourdine » (« Mute »). Réactivez le son lorsque vous désirez dire quelque chose. Vous recevrez la rémunération en argent promise par virement électronique au cours des 1 ou 2 prochaines semaines.

Faisons un tour de table virtuel pour que chaque personne se présente. Dites-nous votre prénom et parlez-nous un peu de vous en nous indiquant, par exemple, d'où vous appeler, le type d'emploi que vous occupez ou les études que vous faites, ainsi que la composition de votre ménage (famille, animaux de compagnie, etc.).

2. L'économie canadienne (20 minutes)

Nous parlerons plus précisément des enjeux économiques et de l'état de l'économie canadienne. Je vais saisir une question dans la fenêtre de clavardage : « Quel mot utiliseriez-vous pour décrire l'état actuel de l'économie canadienne? »

En d'autres termes, si une personne d'un autre pays vous demandait comment se porte actuellement l'économie du Canada, que lui répondriez-vous?

Pourquoi avez-vous choisi ce mot?

Quels sont les enjeux économiques précis qui vous préoccupent le plus pour la façon dont ils vous touchent personnellement?

EXPLORER : L'abordabilité et le coût de la vie? Le coût du logement? Le chômage? La dette et le déficit? Les pénuries et les problèmes dans la chaîne d'approvisionnement?

À votre avis, comment l'économie canadienne se portera-t-elle dans la prochaine année? Croyez-vous qu'elle s'améliorera, qu'elle s'empirera ou qu'elle restera dans le même état? Pourquoi? Pourquoi pas?

Comment saurez-vous si l'économie s'améliore ou s'empire? Quels sont les signes?

EXPLORER : Cette information vous vient-elle de statistiques comme le taux de croissance, le taux de chômage ou le taux d'inflation? Ou est-elle plutôt basée sur ce que vous vivez personnellement, par exemple, le coût du loyer ou du logement, le prix de l'essence, les coûts d'épicerie?

3. Préoccupations liées à l'inflation et au coût de la vie (15 minutes)

Nous avons parlé plus tôt du coût de la vie et de la hausse des prix, que nous appelons « inflation ». Avez-vous des exemples de choses que vous ne pouvez plus vous permettre aussi facilement dans votre propre quotidien?

EXPLORER SI PAS MENTIONNÉ : Épicerie? Essence? Logement? Hypothèque? Services publics (chauffage/électricité)?

Si vous trouvez certaines choses moins abordables ces jours-ci, comment gérez-vous la situation?

EXPLORER SI PAS MENTIONNÉ : Vous vous endettez? Vous vous passez de certaines choses? Vous repoussez des décisions d'achat? Vous empruntez de l'argent à un proche? Vous utilisez l'argent économisé pendant la pandémie?

À votre avis, qu'est-ce qui entraîne cette hausse des prix récente?

EXPLORER : La pandémie? La chaîne d'approvisionnement? Des facteurs globaux (p. ex., la guerre en Ukraine)? Les dépenses gouvernementales? Les prix abusifs/le mercantilisme des détaillants?

Le gouvernement fédéral peut-il faire quelque chose au sujet de l'inflation? Si oui, quoi?

D'après vous, pendant combien de temps devons-nous composer avec cette inflation élevée?

EXPLORER : A-t-on atteint le sommet? Les choses se stabiliseront-elles? Vont-elles s'empirer?

D'après vous, qui est responsable de déterminer les taux d'intérêt au Canada? Certains disent que la Banque du Canada doit continuer d'augmenter les taux d'intérêt pour tenter de ralentir l'inflation.

Les taux d'intérêt ont déjà augmenté de plusieurs points. S'il y a lieu, quelles répercussions cela a-t-il eues pour vous?

Si les taux d'intérêt continuaient d'augmenter, quel impact cela aurait-il sur vous, s'il y a lieu?

4. Mesures favorisant l'abordabilité (10 minutes)

Nous avons discuté de mesures potentielles que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour réduire l'inflation, mais qu'en est-il de la question plus générale de l'abordabilité? Y a-t-il quelque chose que le gouvernement fédéral pourrait faire pour que votre vie soit plus abordable?

Avez-vous entendu parler de nouvelles mesures annoncées par le gouvernement fédéral en vue de favoriser l'abordabilité?

EXPLORER : Soins dentaires pour les personnes à revenu faible et moyen? Remboursement de TPS plus élevé? Supplément de 500 \$ pour le logement?

5. Logement (10 minutes)

Parlons plus précisément du logement. Dans la fenêtre de clavardage, veuillez indiquer « Quel est votre principale inquiétude en matière de logement? »

Pouvez-vous tous expliquer pourquoi il s'agit de votre principale préoccupation en matière de logement? Dites-moi aussi en quoi les problèmes de logement vous touchent. (Êtes-vous propriétaire ou locataire? Envisagez-vous d'acheter ou de déménager prochainement?)

En ce qui a trait au logement, pensez-vous que les choses s'améliorent ou s'empirent ces jours-ci? Les maisons deviennent-elles plus abordables? Qu'en est-il des loyers?

Avez-vous entendu parler de mesures prises par le gouvernement du Canada pour tenter de régler les problèmes de logement? Qu'avez-vous entendu à ce sujet?

Comme vous le savez peut-être, le logement est en grande partie une responsabilité provinciale, et les municipalités contrôlent les questions de zonage. D'après vous, qu'est-ce que le gouvernement fédéral pourrait faire en matière de logement? Est-ce hors de son contrôle?

6. Préoccupations liées au déficit ou à la dette (10 minutes)

Que savez-vous du déficit fédéral ou de la dette nationale?

Que pensez-vous du fait que le gouvernement fédéral affiche un déficit? S'agit-il d'une préoccupation importante?

Est-ce une conséquence inévitable des coûts engendrés par la pandémie?

Vous attendez-vous à ce que les déficits demeurent importants pendant encore longtemps après la pandémie, ou pensez-vous qu'ils finiront par diminuer?

Que devrait faire le gouvernement du Canada relativement au déficit?

EXPLORER : Prendre des mesures radicales pour réduire les dépenses et équilibrer le budget le plus rapidement possible? Adopter une approche à plus long terme? Quel échéancier serait raisonnable?

Est-il acceptable d'afficher des déficits modestes si le ratio de la dette par rapport à l'économie continue de diminuer au fil du temps?

En fait, le Canada affiche la dette la moins élevée et le plus bas déficit (en pourcentage du PIB) de tous les pays du G7 (c.-à-d. États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Japon, Italie et Canada). Le savez-vous? Qu'en pensez-vous? Cela vous surprend-il?

Ces informations changent-elles votre perception ou degré de préoccupation quant à la dette et au déficit du pays? De quelle façon?

Certains disent que le gouvernement fédéral doit fournir aux provinces un financement à long terme plus permanent pour les soins de santé, même si cela fera augmenter le déficit. Qu'en pensez-vous?

7. Priorités automnales (10 minutes)

Comme vous le savez peut-être, la ministre des Finances émet chaque année un Énoncé économique de l'automne dans lequel elle présente des projections à propos, par exemple, du déficit, de l'inflation, du chômage et de l'orientation de l'économie, et annonce certaines nouvelles politiques.

Dans la fenêtre de clavardage, écrivez une réponse à « quel conseil donneriez-vous à la ministre des Finances concernant le prochain Énoncé économique de l'automne? »

Veuillez expliquer votre réponse.

Le gouvernement devrait-il axer son Énoncé économique de l'automne sur la lutte aux défis économiques à court terme (p. ex., les 6 à 12 prochains mois) ou le dévoilement d'un plan de priorités à moyen et à long terme pour assurer la prospérité durable des Canadiens?

Pensez aux cinq prochaines années; d'après vous, quelles devraient être les grandes priorités économiques du gouvernement fédéral?

EXPLORER : Lutter contre les pénuries de main-d'œuvre, investir dans des industries plus vertes, renforcer nos chaînes d'approvisionnement, réduire le déficit, renforcer les programmes sociaux?

8. Conclusion (5 minutes)

Nous avons abordé plusieurs sujets aujourd'hui, et je vous suis très reconnaissant d'avoir consenti à nous accorder le temps et l'énergie nécessaires pour participer et partager votre opinion. Vos commentaires sont très importants et très utiles. Avant de terminer, je vous invite à me faire part de tout autre commentaire relatif aux sujets d'aujourd'hui que vous aimeriez transmettre au gouvernement du Canada.

MERCI DE VOTRE PARTICIPATION!

Annexe D : Questionnaire de recrutement

8 septembre 2022

Environics Research Group Ltée
Groupes de discussion sur l'économie canadienne – automne 2022
Finances Canada
PN11601
Questionnaire de recrutement pour les séances de discussion en groupe

Nom du répondant : _____

N° de tél. (domicile) : _____

N° de tél. (travail) : _____

N° de groupe : _____

Recruteur : _____

GROUPE 1 Ontario – Faible revenu Jeudi 19 septembre 17 h HNE	GROUPE 2 Ontario – Revenu élevé Jeudi 19 septembre 19 h HNE	GROUPE 3 Atlantique – Faible revenu Jeudi 6 octobre 16 h HNE (17 h HNA)	GROUPE 4 Atlantique – Revenu élevé Jeudi 6 octobre 18 h HNE (19 h HNA)
GROUPE 5 Prairies – Faible revenu Lundi 3 octobre 18 h HNE (17 h HNC/16 h HNR)	GROUPE 6 Prairies – Revenu élevé Lundi 3 octobre 20 h HNE (19 h HNC/18 h HNR)	GROUPE 7 C.-B. – Faible revenu Mardi 4 octobre 19 h HNE (16 h HNP)	GROUPE 8 C.-B. – Revenu élevé Mardi 4 octobre 21 h HNE (18 h HNP)
GROUPE 9 Québec (français) – Faible revenu Mercredi 5 octobre 17 h HNE	GROUPE 10 Québec (français) – Revenu élevé Mercredi 5 octobre 19 h HNE		

Huit personnes recrutées par séance. Compensation financière : 100 \$. Attention aux seuils de revenu. Groupes 3 et 4 doivent couvrir les 4 provinces de l'Atlantique, et les groupes 5 et 6, les trois provinces des Prairies.

La catégorie « revenu élevé » comprend les personnes dont le revenu annuel personnel est supérieur à 80 000 \$ ou celles dont le revenu annuel du ménage est supérieur à 120 000 \$. Pour les groupes 3 et 4 au Canada Atlantique, un revenu annuel personnel supérieur à 60 000 \$ ou un revenu annuel du ménage supérieur à 100 000 \$ est un « revenu élevé ».

Bonjour, je m'appelle ____ et je travaille pour Trend Research, un partenaire d'Environics Research. Nous menons auprès de gens de votre région une série de groupes de discussion en ligne, par vidéoconférence, pour le compte du gouvernement du Canada au sujet d'enjeux touchant l'économie du pays. Would you like to continue this discussion in English? /Souhaitez-vous poursuivre cette conversation en français?

Cette étude est un projet de recherche qui n'a aucune visée commerciale ou promotionnelle. Votre participation à cette recherche est complètement volontaire et anonyme, et votre décision d'y prendre part ou non n'aura aucune conséquence sur vos relations avec le gouvernement.

La discussion se déroulera par vidéoconférence à l'aide de la plateforme Zoom et sera menée par un chercheur professionnel d'Environics avec votre participation et celle d'autres personnes de votre région. Me permettez-vous de vous poser quelques questions supplémentaires afin de vérifier si vous répondez aux critères d'admissibilité de notre étude, ou de poser quelques questions supplémentaires à un autre membre de votre ménage, afin de vérifier si cette personne répond à ces critères d'admissibilité? Cela prendra environ 5 minutes.

Oui 1 POURSUIVRE

Non 2 REMERCIER ET TERMINER

La séance durera au plus une heure et demie et vous recevrez un montant de 100 \$ pour vous remercier de votre participation.

La séance sera enregistrée aux fins de recherche. L'enregistrement ne sera utilisé que par le chercheur professionnel pour l'aider à rédiger son rapport des conclusions de la recherche et sera détruit une fois le rapport achevé. Toutes les informations recueillies, utilisées ou divulguées serviront uniquement aux fins de recherche et seront gérées conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels. Vous pouvez consulter la politique de confidentialité d'Environics Research à l'adresse **Erreur! Référence de lien hypertexte non valide..**

[NOTE À L'INTERVIEWEUR – LIRE CE QUI SUIT EN CAS DE QUESTIONS SUR LES *LOIS SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS* : « Les renseignements recueillis durant la recherche sont régis par les dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, des lois du gouvernement du Canada et des lois provinciales en matière de protection des renseignements personnels. »]

Environics est membre du Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien (CRIC) et adhère à toutes ses normes, et a inscrit le sondage auprès du Service de vérification des recherches du CRIC (n° de référence 20220922-EN412)

REMARQUE : Si un participant demande des informations sur la société de recherche qui mène l'étude, lui dire : Environics Research est située au 33, rue Bloor Est, bureau 900, à Toronto, en Ontario, et peut être jointe au 416 920-9010.

Oui 1 POURSUIVRE

Non 2 THANK AND TERMINATE

1. Est-ce qu'un membre de votre ménage, de votre famille immédiate ou vous-même travaillez actuellement pour l'un des employeurs suivants?

Type d'employeur	Non	Oui
Une société d'étude de marché, une firme de relations publiques ou de communication ou une agence de publicité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un média (radio, télévision, journal, magazine, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral ou provincial	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un parti politique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

SI OUI À L'UNE DES OPTIONS CI-DESSUS – REMERCIER ET TERMINER

2. NOTER :

Homme 1 RÉPARTITION 50/50

Femme 2

3. Combien de personnes, y compris vous-même, vivent dans votre foyer et ont un revenu?

Une (seulement moi) POSER Q4

Deux PASSER À Q5

Trois PASSER À Q5

Quatre ou plus PASSER À Q5

POSER SI SEULEMENT UNE PERSONNE AYANT UN REVENU DANS LE MÉNAGE :**4. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux à votre revenu annuel personnel total, avant impôts, pour l'année 2021?****LIRE**

01 – Moins de 30 000 \$ GROUPE 9

02 – 30 000 \$ à 60 000 \$ GROUPE 9

03 – 60 000 \$ à 80 000 \$ GROUPE 9 04 – 80 000 \$ à 100 000 \$ GROUPE 10

05 – 100 000 \$ à 120 000 \$ GROUPE 10

06 – 120 000 \$ à 150 000 \$ GROUPE 10

07 – 150 000 \$ et plus GROUPE 10

99 – Je refuse de répondre/je ne saurais dire/sans objet TERMINER

POSER À TOUS LES MÉNAGES DE PLUSIEURS PERSONNES AYANT UN REVENU :

5. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux au revenu annuel total, avant impôts, de tous les membres de votre ménage pour l'année 2021? LIRE

- 01 – Moins de 30 000 \$ **GROUPE 9**
- 02 – 30 000 \$ à 60 000 \$ **GROUPE 9**
- 03 – 60 000 \$ à 80 000 \$ **GROUPE 9**
- 04 – 80 000 \$ à 100 000 \$ **GROUPE 9** 05 – 100 000 \$ à 120 000 \$ **GROUPE 9**
- 06 – 120 000 \$ à 150 000 \$ **GROUPE 10**
- 07 – 150 000 \$ et plus **GROUPE 10**
- 99 – Je refuse de répondre/je ne saurais dire/sans objet

TERMINER

6. Nos discussions doivent réunir des participants de divers groupes d'âge. Pour nous permettre de le faire correctement, veuillez indiquer votre âge exact. _____ INSCRIRE

- | | |
|-----------------|------------------------------|
| Moins de 18 ans | TERMINER |
| 18 à 24 ans | 1 |
| 25 à 34 ans | 2 |
| 35 à 44 ans | 3 RECRUTER UN MÉLANGE |
| 45 à 54 ans | 4 |
| 55 à 64 ans | 5 |
| 65 à 74 ans | 6 |
| 75 ans ou plus | TERMINER |

7. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint? RECRUTER UN MÉLANGE

- | | |
|----------------------------------|---|
| Études secondaires en partie | 1 |
| Diplôme d'études secondaires | 2 |
| Certificat d'une école de métier | 3 |
| Études postsecondaires en partie | 4 |
| Diplôme d'études postsecondaires | 5 |
| Diplôme d'études supérieures | 6 |

8. Quelle est votre situation d'emploi actuelle? [SUIVRE LES QUOTAS]

Travailleur(se) à temps plein (35 heures par semaine ou plus)	MINIMUM DE 4	POSER Q9 ET Q10
Travailleur(se) à temps partiel (moins de 35 heures par semaine)	MAXIMUM DE 2	POSER Q9 ET Q10
Personne au foyer	MAXIMUM DE 1	
Étudiant(e)	MAXIMUM DE 1	
Retraité(e)	MAXIMUM DE 2	
Sans emploi	MAXIMUM DE 1	

POSER Q9 ET Q10 AUX TRAVAILLEURS/TRAVAILLEUSES :**9. Êtes-vous employé(e) ou travailleur(se) autonome?**

Employé(e)	1
Travailleur(se) autonome	2

10. Quel est votre emploi actuel?

Type d'emploi

Type d'entreprise

POSER SI MARIÉ(E)/EN UNION DE FAIT : QUEL EMPLOI OCCUPE VOTRE CONJOINT(E)?

Type d'emploi

Type d'entreprise

TERMINER SI L'EMPLOI EST ASSOCIÉ AUX EXCLUSIONS À Q1.**POSER À TOUS****11. Quelle est votre origine ethnique?**

EN ONTARIO ET EN C.-B., RECRUTER AU MOINS TROIS PERSONNES PAR GROUPE QUI NE SONT PAS D'ORIGINE EUROPÉENNE OU SONT MEMBRES D'UNE MINORITÉ VISIBLE (P. EX., D'ORIGINE CHINOISE OU SUD-ASIATIQUE, MAIS AUSSI, POSSIBLEMENT, PERSONNE AUTOCHTONE OU AFRO-CANADIENNE). AUTRES RÉGIONS : AUCUN MINIMUM, MAIS RECRUTEMENT SOUHAITABLE.

12. Nous demandons aux participants aux séances de discussion en groupe d'exprimer leurs opinions et commentaires; dans quelle mesure êtes-vous à l'aise de faire part de vos opinions à d'autres personnes? Êtes-vous...? [LIRE LA LISTE]

Très à l'aise	1	MINIMUM DE 5 PAR GROUPE
Plutôt à l'aise	2	
Pas très à l'aise	3	TERMINER

Très mal à l'aise 4 TERMINER

13. Avez-vous **déjà** participé à une séance de discussion ou entrevue individuelle où l'on vous a remis une somme d'argent, ici ou ailleurs?

Oui 1 **MAXIMUM DE 5 PAR GROUPE**

Non 2 **PASSER À Q17**

SI OUI, POSER :

14. À quand remonte la dernière fois où vous avez participé à une de ces discussions?

[TERMINER SI MOINS DE 6 MOIS]

15. À combien de séances de discussion en groupe ou individuelles avez-vous participé au cours des 5 dernières années?

[VEUILLEZ PRÉCISER]

SI PLUS DE 5 – TERMINER

16. Quels ont été les sujets abordés dans les séances de discussion ou entrevues individuelles auxquelles vous avez pris part au cours des 5 dernières années?

[VEUILLEZ PRÉCISER]

TERMINER SI *ÉCONOMIE* OU *FINANCE*

POSER À TOUS

17. Les participants aux groupes de discussion devront joindre une vidéoconférence sur la plateforme Zoom à l'aide d'un ordinateur de bureau, d'un ordinateur portable ou d'une tablette. Pour prendre part à cette étude, vous devrez avoir accès à Internet à partir d'un endroit privé et tranquille. Nous ne sommes pas en mesure de vous fournir ces outils technologiques. Serez-vous en mesure d'avoir accès à Internet pour une discussion audiovisuelle d'une heure et demie tenue à l'aide d'un ordinateur de bureau, d'un ordinateur portable ou d'une tablette?

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

REMARQUE : CET EXERCICE NE POURRA ÊTRE RÉALISÉ À L'AIDE D'UN TÉLÉPHONE CELLULAIRE

18. La séance de discussion se déroulera par l'entremise de la plateforme de conférence Zoom. Si vous n'avez pas déjà utilisé Zoom, vous devrez peut-être installer un logiciel à partir du site <https://zoom.us/download>. Vous pourrez le supprimer après la séance si vous le souhaitez. Dans quelle mesure êtes-vous habitué(e) et à l'aise d'utiliser la plateforme de vidéoconférence Zoom?

Oui 1 **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

19. Lors des groupes de discussion, les participants sont parfois invités à saisir leurs réponses aux questions dans la fenêtre de clavardage. Le cas échéant, serez-vous capable de le faire? Si vous utilisez des lunettes ou un appareil auditif, n'oubliez pas de les avoir à portée de main.

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

20. J'aimerais vous inviter à prendre part à un groupe de discussion au sein duquel vous ferez part de vos opinions dans le cadre d'une discussion menée par un animateur et à laquelle participeront d'autres personnes. La séance sera enregistrée et d'autres membres de l'équipe de recherche pourront l'observer, mais votre participation sera confidentielle. Si vous prenez part à la séance, vous recevez un montant de 100 \$ en guise de remerciement pour votre temps. Il vous sera envoyé par voie électronique. Consentez-vous à faire partie du groupe de discussion? En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces procédures.

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

21. Nous reprendrons contact avec vous avant la date de la séance pour confirmer votre participation. Veuillez noter que cette invitation ne s'adresse qu'à vous, et que vous ne pouvez pas demander à une autre personne de vous remplacer. Acceptez-vous ces conditions?

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

22. La séance durera environ une heure et demie (90 minutes), mais nous demandons à tous les participants de se connecter à la réunion en ligne (plateforme Zoom) 5 minutes avant le début de la discussion. Serez-vous en mesure de vous y connecter environ 5 minutes avant l'heure prévue de la séance?

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

Veillez confirmer votre adresse courriel, afin que je puisse vous faire parvenir les informations de connexion à l'application de conférence en ligne Zoom.

Adresse courriel : _____

RELIRE L'ADRESSE COMPLÈTE AFIN D'EN VÉRIFIER L'ORTHOGRAPHE.

(N. B. : Nous enverrons les liens pertinents au début de la semaine prochaine.)

BIEN INDIQUER AUX PARTICIPANTS L'HEURE DE LA SÉANCE SELON LEUR FUSEAU HORAIRE.

VOIR LES HEURES ET DATES SUR LA PAGE 1.

INTERVIEWEURS : INFORMER LES RÉPONDANTS QUE LE GROUPE SERA PETIT, ET QUE LES PERSONNES QUI NE S'Y PRÉSENTERONT PAS OU QUI ANNULERONT LEUR PARTICIPATION À LA DERNIÈRE MINUTE METTRONT LE PROJET EN PÉRIL. S'ASSURER QU'ILS COMPRENNENT QUE LEUR OPINION EST TRÈS IMPORTANTE ET QUE NOUS TENONS À ENTENDRE CE QU'ILS ONT À DIRE.

REMARQUE : AVISER TOUS LES RÉPONDANTS QU'ILS RECEVRONT UN APPEL/COURRIEL DE CONFIRMATION LA VEILLE DE LA SÉANCE. SI POUR UNE RAISON QUELCONQUE ILS N'ONT PAS EU DE NOS NOUVELLES ILS DEVRAIENT NOUS CONTACTER AU _____. SI LEUR NOM N'EST PAS SUR LA LISTE DE PRÉSENCE, ILS NE SERONT PAS ADMIS AU GROUPE DE DISCUSSION. SI UN RÉPONDANT A DES QUESTIONS SUR LA RECHERCHE, IL DEVRAIT ÉGALEMENT NOUS CONTACTER À CE NUMÉRO.

Annexe E : Questionnaire du sondage

16 septembre 2022

**Finances Canada – Attitudes à l'égard de l'économie – Sondage en ligne (automne 2022)
Environics Research – PN11601**

Please select your preferred language for completing the survey. / Veuillez choisir la langue dans laquelle vous souhaitez répondre au sondage.

- 1 English
- 2 Français

Les renseignements recueillis au cours de la recherche se conforment aux dispositions de la [Loi sur la protection des renseignements personnels](#), aux lois du gouvernement du Canada et aux lois provinciales en matière de protection des renseignements personnels. **Remarque : lien vers <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/p-21/>**

Introduction

Environics Research, une société de recherche indépendante, réalise le présent sondage sur les attitudes à l'égard de l'économie au nom du gouvernement du Canada. Votre décision d'y participer ne nuira d'aucune façon à la relation que vous avez avec le gouvernement du Canada ou avec les services qu'il vous fournit. Pour consulter la politique de confidentialité d'Environics, veuillez cliquer [ici](#).

Toute participation est volontaire et confidentielle et vos réponses sont anonymes. Il vous faudra environ 12 minutes pour répondre au sondage et celui-ci est enregistré auprès du service de vérification de la recherche du Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien (CRIC). Cliquez [ici](https://www.canadianresearchinsightscouncil.ca/rvs/home/) [INSÉRER LE LIEN : <https://www.canadianresearchinsightscouncil.ca/rvs/home/>] si vous souhaitez vérifier l'authenticité du présent sondage. Le numéro de vérification est le suivant : 20220922-EN412.

Le présent sondage a été conçu pour être rempli à l'aide d'un ordinateur personnel ou d'une tablette. Si vous utilisez votre téléphone mobile pour y répondre, nous vous recommandons de le faire en mode paysage (écran à l'horizontale) afin que toutes les questions s'affichent correctement.

Veuillez cliquer sur >> pour continuer.

A. Dans quelle province ou quel territoire demeurez-vous?**MENU DÉROULANT**

Terre-Neuve-et-Labrador	1
Île-du-Prince-Édouard	2
Nouvelle-Écosse	3
Nouveau-Brunswick	4
Québec	5
Ontario	6
Manitoba	7
Saskatchewan	8
Alberta	9
Colombie-Britannique	10
Yukon	11
Territoires du Nord-Ouest	12
Nunavut	13

NOUVEAU**B. Quelle est la taille de la communauté dans laquelle vous demeurez? S'agit-il d'une... ?**

Ville ayant une population de plus d'un million d'habitants	1
Ville ayant une population de 100 000 à un million d'habitants	2
Ville/municipalité ayant une population de 30 000 à 99 999 habitants	3
Municipalité ayant une population de 5 000 à 29 999 habitants	4
Municipalité/région rurale ayant une population de moins de 5 000 habitants	5

C. À quel genre vous identifiez-vous?

Féminin/Femme	1
Masculin/Homme	2
Non binaire	3
Autre (PRÉCISEZ) _____	3
Je préfère ne pas répondre	99

D. Quelle est votre année de naissance?**(INSCRIRE L'ANNÉE - XXXX)**

9999 – Je ne sais pas/Je refuse de répondre

[SI LE RÉPONDANT PRÉFÈRE NE PAS FOURNIR UNE ANNÉE DE NAISSANCE PRÉCISE, DEMANDER :]**E. Pourriez-vous nous dire auquel des groupes d'âge suivants vous appartenez?**

De 18 à 34 ans	1
De 35 à 44 ans	2
De 45 à 54 ans	3
De 55 à 64 ans	4
OU 65 ans et plus?	5

F. Y a-t-il des enfants de moins de 18 ans qui demeurent actuellement dans votre foyer?

Oui	1
Non	2
Je préfère ne pas répondre	99

Hiver 2022 Q8**G. Êtes-vous propriétaire ou locataire de votre résidence?**

Propriétaire (incluant si vous avez une hypothèque)	1
Locataire	2
Ni l'un ni l'autre (je demeure chez mes parents, des proches, etc.)	3
Je préfère ne pas répondre	9

NOUVEAU**H. Planifiez-vous d'acheter une nouvelle maison au cours de la prochaine année?**

Oui	1
Non	2
Je préfère ne pas répondre	99

Évaluation de l'économie

Nous allons vous poser quelques questions sur l'économie canadienne.

Hiver 2022 Q1 – nouveaux éléments ajoutés

1. **Comment évaluez-vous l'état des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.**

COLONNES ET RANGÉES... LES POINTS B À D DANS UN ORDRE ALÉATOIRE]

- a) L'état actuel de l'économie canadienne
- b) L'état actuel de l'économie du/de/de la/de l' [PROVINCE/TERRITOIRE]
- c) L'état actuel de votre situation financière personnelle
- d) Le prix actuel des produits d'épicerie
- e) Le coût actuel des services publics (p. ex. chauffage/électricité résidentiels) [NOUVEAU]
- f) Le prix actuel de l'essence [NOUVEAU]

Désastreux	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Excellent	10
Je ne suis pas certain(e)	99

*Hiver 2022 Q2 – nouveaux éléments ajoutés (NB: MAINTENANT RÉPARTI EN DEUX QUESTIONS Q2 ET Q3)***2. Dites-moi dans quelle mesure chacun des facteurs suivants représente une source de stress pour vous et votre ménage.**

S'agit-il d'une source de stress majeure, modérée ou mineure, ou encore est-ce que cela ne constitue pas du tout une source de stress? COLONNES ET RANGÉES...ORDRE ALÉATOIRE

(DIVISER) La sécurité d'emploi / Le manque d'occasions d'avancement professionnel

- b. (DIVISER) Votre capacité d'économiser suffisamment d'argent pour prendre votre retraite / La possibilité de jouir d'une sécurité financière à la retraite
- c. (DIVISER) Votre capacité de payer toutes vos factures à la fin du mois / L'augmentation du coût de la vie
- d. (DIVISER) La qualité de l'environnement / Les changements climatiques
- e. (DIVISER) Votre santé et celle de votre famille / La qualité du système de santé
- f. (DIVISER) La criminalité / Le terrorisme
- g. (DIVISER) L'économie mondiale / L'économie canadienne
- h. (DIVISER) La performance du marché boursier / L'ampleur du déficit fédéral
- i. (DIVISER) L'inégalité du revenu au Canada / Le recul de la classe moyenne par rapport aux 1 % les plus riches
- j. (DIVISER) La propagation de la COVID-19 au Canada / Votre santé mentale et celle de votre famille
- k. Votre capacité d'économiser suffisamment pour acheter une maison
- l. La hausse des taux d'intérêt **(NOUVEAU)**
- m. (DIVISER) Le coût des produits d'épicerie / Le coût du chauffage et de l'électricité **(NOUVEAU)**
- n. Le remboursement de vos dettes personnelles **(NOUVEAU)**

Source majeure de stress	1
Source modérée de stress	2
Source mineure de stress	3
Pas une source de stress du tout	4
Ne s'applique pas	5
Je ne sais pas	9

POSER LA Q3 UNIQUEMENT AUX RÉPONDANTS QUI ONT DES ENFANTS DE MOINS DE 18 ANS À Q.F

3. **Dites-moi dans quelle mesure chacun des facteurs suivants représente une source de stress pour vous et votre ménage.**

S'agit-il d'une source de stress majeure, modérée ou mineure, ou encore est-ce que cela ne constitue pas du tout une source de stress? COLONNES ET RANGÉES...ORDRE ALÉATOIRE

- g) Le fait de savoir si votre enfant obtiendra un emploi après ses études
- h) La capacité de payer les études de votre enfant
- i) La recherche d'une place de garde d'enfants abordable
- j) La qualité de l'environnement lorsque votre enfant sera plus âgé
- k) Le fait de savoir si votre enfant sera en mesure de s'offrir un endroit où rester lorsqu'il sera plus âgé **(NOUVEAU)**
- l) L'impact de la dette nationale du Canada sur votre enfant lorsqu'il sera plus âgé **(NOUVEAU)**
- m) La capacité de votre enfant à rembourser son éventuel prêt étudiant **(NOUVEAU)**

Source majeure de stress	1
Source modérée de stress	2
Source mineure de stress	3
Pas une source de stress du tout	4
Ne s'applique pas	5
Je ne sais pas	9

NOUVEAU

4. **Comparativement à cette période l'an dernier, dans quelle mesure êtes-vous convaincu(e) de pouvoir payer vos factures et de vous procurer les choses dont vous avez besoin? Êtes-vous... ?**

Bien plus convaincu(e)	1
Un peu plus convaincu(e)	2
Aussi convaincu(e)	3
Un peu moins convaincu(e)	4
Bien moins convaincu(e)	5
Je ne sais pas	9

NOUVEAU

5. **Quelle est la dépense quotidienne qui fait en sorte qu'il est plus difficile pour vous de joindre les deux bouts?**

Essence	1
Produits d'épicerie/nourriture	2
Services publics (p. ex. chauffage, électricité)	3
Coûts de logement (p. ex. loyer, prêt hypothécaire)	4
Autre chose (PRÉCISEZ) _____	5
Rien, je n'ai pas de difficulté à joindre les deux bouts	6
Je ne sais pas	9

Hiver 2022 Q12

6. Dans quelle mesure craignez-vous qu'un membre de votre ménage ou vous-même perdiez votre emploi ou soyez mis à pied?

Cela m'inquiète beaucoup	1
Cela m'inquiète un peu	2
Cela ne m'inquiète pas vraiment	3
Cela ne m'inquiète pas du tout	4
Je ne sais pas	9

Hiver 2022 Q3 – nouveaux éléments ajoutés

7. Dans quelle mesure est-il important, selon vous, que le gouvernement du Canada tienne compte des enjeux suivants dans ses décisions budgétaires? Veuillez évaluer chaque enjeu à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que cela n'est pas du tout important et 10, que cela est très important.

ORDRE ALÉATOIRE...COLONNES ET RANGÉES

- a) Aider les Canadiens à décrocher un bon emploi
- b) Rendre les communautés plus sécuritaires
- c) Faire en sorte que les Canadiens les plus nantis paient leur juste part
- d) Lutter contre les changements climatiques
- e) Rendre le logement plus abordable
- f) **(ÉCHANTILLON FRACTIONNÉ : ½)** Rendre le coût de la vie plus abordable / **(ÉCHANTILLON FRACTIONNÉ : ½)** Maîtriser l'inflation
- g) S'attaquer aux problèmes de santé mentale
- h) Aider les Canadiens à épargner en vue de leur retraite **(NOUVEAU)**
- i) Maintenir le niveau d'endettement et de déficit du pays le plus bas possible **(NOUVEAU)**
- j) Améliorer le système de santé **(NOUVEAU)**
- k) Favoriser une économie qui convient à tous
- l) S'attaquer à la hausse du coût de la vie **(NOUVEAU)**
- m) Soutenir l'Ukraine pour l'aider à se défendre contre la Russie **(NOUVEAU)**

Pas du tout important	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Très important	10
Je ne sais pas	99

*Hiver 2022 Q4 (LÉGÈREMENT MODIFIÉ)***8. Lorsque vous pensez à l'économie canadienne, quel enjeu vous préoccupe le plus?****ORDRE ALÉATOIRE...PERMETTRE UNE SEULE RÉPONSE**

Le chômage et l'emploi	1
Les taxes et impôts	2
Le déficit et la dette nationale	3
Le ralentissement économique	4
L'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie	5
La transition vers une économie neutre en carbone	6
L'abordabilité du logement	7
La chaîne d'approvisionnement	8
La compétitivité des entreprises	9
La pénurie de main-d'œuvre	10
La hausse des taux d'intérêt	11
La retraite	12
Autre (PRÉCISEZ) _____	
Je ne sais pas	99

NOUVEAU**9. Voici deux énoncés portant sur l'inflation au Canada. Lequel de ces points de vue correspond le plus au vôtre? ÉCHELLE À QUATRE POINTS HORIZONTAUX ENTRE LES DEUX POINTS DE VUE**

Les politiques du gouvernement fédéral peuvent avoir une très grande influence sur le taux d'inflation	1	Tout à fait
	2	Plutôt
	3	Plutôt
Le taux d'inflation est principalement déterminé par les conditions mondiales et les politiques du gouvernement fédéral ont peu d'influence sur celui-ci	4	Tout à fait
	9	
Je ne sais pas		

NOUVEAU**10. Quand pensez-vous que la période actuelle de forte inflation au Canada sera maîtrisée? Est-ce que ce sera... ?**

Au cours des six prochains mois	1
Dans six mois à un an	2
Dans un ou deux ans	3
Dans plus de deux ans	4
Jamais	5
Je ne sais pas	9

Système et incitatifs fiscaux

Hiver 2022 Q7

- 11. À votre avis, est-ce que chacun des groupes suivants paie actuellement un montant approprié en taxes et en impôts, ou devrait-il payer plus ou moins de taxes et d'impôts qu'il ne le fait aujourd'hui?**

COLONNES ET RANGÉES...ORDRE ALÉATOIRE

- a) Les grandes sociétés
- o. Les petites entreprises
- p. Les membres du 1 % le plus riche
- q. La classe moyenne
- r. Les personnes à faible revenu
- s. Les institutions financières

Devraient payer moins de taxes	1
Paient actuellement un montant approprié d'impôt	2
Devraient payer plus de taxes	3
Je ne sais pas	9

Logement abordable et aide aux acheteurs d'une première propriété

Hiver 2022 Q9 - modifications

12. À l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous êtes fortement en désaccord et 10, que vous êtes fortement en accord, dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants?

COLONNES ET RANGÉES...ORDRE ALÉATOIRE

- a) Si vous deviez acheter une propriété aujourd'hui, il vous serait facile de trouver un endroit à la fois sécuritaire et abordable. **LÉGÈREMENT MODIFIÉ**
- b) **SI LOCATAIRE, DEMANDER** : Votre loyer est abordable compte tenu du revenu actuel de votre ménage.
- c) **SI PROPRIÉTAIRE, DEMANDER** : Les coûts associés à votre propriété (y compris les paiements hypothécaires et les taxes foncières) sont abordables compte tenu du revenu actuel de votre ménage.
- d) Il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours, étant donné le climat économique actuel.
- e) Le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables au Canada.
- f) **SI PROPRIÉTAIRE, DEMANDER** : Il était extrêmement important pour vous d'être propriétaire plutôt que locataire.
- g) **SI LOCATAIRE, DEMANDER** : Il est extrêmement important pour vous d'être en mesure d'être propriétaire d'une maison dans l'avenir.

Fortement en désaccord	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Fortement en accord	10
Je ne sais pas	99

Hiver 2022 Q10 – légères modifications

13. **Afin de répondre au problème d'accessibilité aux logements, dans quelle mesure chacun des éléments suivants devrait-il, selon vous, constituer une priorité pour le gouvernement fédéral? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie qu'un élément ne devrait pas du tout constituer une priorité pour le gouvernement fédéral et 10, qu'il devrait constituer une priorité extrêmement élevée.**

COLONNES ET RANGÉES...ORDRE ALÉATOIRE

- a) Rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables pour les Canadiens à revenu moyen ou faible
- b) Accroître l'accessibilité à des logements abordables
- c) Continuer d'investir dans les coopératives de logements
- d) Continuer d'offrir des mesures de soutien aux acheteurs d'une première propriété (MODIFIÉ)
- e) Exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables pour les familles à faible revenu
- f) Accroître la transparence et la protection des consommateurs dans les opérations immobilières, par exemple en interdisant les offres à l'aveugle (MODIFIÉ)
- g) Collaborer avec les municipalités pour accélérer l'approbation de nouveaux projets de logements
- h) Prendre des mesures sévères contre les grands propriétaires qui accaparent les logements, réduisant ainsi l'offre pour les particuliers
- i) Augmenter les exigences en matière de mise de fonds pour les investisseurs
- j) Faire en sorte qu'il soit plus accessible pour les gens de verser une mise de fonds (MODIFIÉ)
- k) L'interdiction pour les gens d'acheter et de posséder plusieurs maisons qui ne sont pas utilisées pour offrir des logements locatifs à ceux qui en ont besoin (NOUVEAU)
- l) Prolonger l'interdiction temporaire d'achat de propriétés par des étrangers sur le marché résidentiel [NOUVEAU]
- m) Réduire le financement fédéral octroyé aux municipalités qui n'ont pas augmenté le nombre de maisons sur leur territoire au cours de l'année précédente [NOUVEAU]
- n) Exiger que les municipalités modifient leurs règles de zonage pour permettre des communautés plus denses [NOUVEAU]

Pas une priorité	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Priorité extrêmement élevée	10
Je ne sais pas	99

Questions fiscales

Hiver 2022 Q11 – nouveaux éléments

14. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants en utilisant une échelle de 1 à 10, où 10 signifie que vous êtes fortement en accord et 1, que vous êtes fortement en désaccord?

COLONNES ET RANGÉES...ORDRE ALÉATOIRE

- a) Le gouvernement fédéral devrait fournir aux provinces un financement plus permanent pour les soins de santé, même si cela fera augmenter le déficit.
- b) Je ne m'attends pas à ce que le gouvernement fédéral équilibre son budget tant que l'économie ne se sera pas entièrement remise de la pandémie.
- c) Le rétablissement de l'équilibre budgétaire ou l'obtention d'un excédent par le gouvernement fédéral aura une incidence positive sur l'économie.
- d) Je pense que le gouvernement fédéral devrait rétablir l'équilibre budgétaire dès que possible.
- e) Je crains qu'un rétablissement trop rapide de l'équilibre budgétaire par le gouvernement fédéral n'entraîne soit des compressions dans les services essentiels, soit une hausse du fardeau fiscal pour les gens comme moi.
- f) Je pense que le gouvernement fédéral devrait mettre en place une stratégie visant à réduire progressivement la dette nationale.
- g) Le gouvernement fédéral devrait viser en priorité à limiter les futures dépenses publiques.
- h) Le gouvernement fédéral tente de soutenir les Canadiens en période de difficultés économiques. (NOUVEAU)
- i) Le gouvernement fédéral comprend les enjeux économiques auxquels sont confrontés les Canadiens. (NOUVEAU)
- j) Le gouvernement fédéral devrait offrir plus de soutien financier pour aider l'Ukraine à se défendre contre la Russie, même si cela ferait augmenter le déficit. (NOUVEAU)

Fortement en désaccord	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Fortement en accord	10
Je ne sais pas	99

Données démographiques

En terminant, voici quelques questions à des fins démographiques.

I. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

8 ^e année (secondaire II) ou moins	1
Études secondaires en partie (III or IV)	2
Diplôme d'études secondaires ou équivalent	3
Apprentissage enregistré, ou certificat ou diplôme d'une école de métiers	4
Collège, CÉGEP, ou certificat ou diplôme non universitaire	5
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	6
Baccalauréat	7
Diplôme universitaire supérieur au baccalauréat	8
Je préfère ne pas répondre	99

J. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

Anglais	1
Français	2
Une autre langue	3
Je préfère ne pas répondre	99

K. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux votre situation professionnelle actuelle? Êtes-vous...?

Travailleur(se) à temps plein, c'est-à-dire 35 heures ou plus par semaine	1
Travailleur(se) à temps partiel, c'est-à-dire moins de 35 heures par semaine	2
Travailleur(se) autonome	3
Sans emploi, mais à la recherche d'un emploi	4
Sans emploi, et PAS à la recherche d'un emploi	5
Étudiant(e) à temps plein	6
Retraité(e)	7
Personne au foyer à temps plein	8
Je préfère ne pas répondre	9

L. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux au revenu total de votre ménage? Par cela, nous entendons le revenu total combiné de tous les membres de votre ménage, avant impôts.

Moins de 20 000 \$	1
De 20 000 \$ à moins de 40 000 \$	2
De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$	3
De 60 000 \$ à moins de 80 000 \$	4
De 80 000 \$ à moins de 100 000 \$	5
De 100 000 \$ à moins de 150 000 \$	6
150 000 \$ et plus	7
Je préfère ne pas répondre	9

M. Appartenez-vous à l'un des groupes suivants? COLONNES ET RANGÉES

- a) a. Personne autochtone (membre des Premières Nations, Inuit ou Métis)
- t. b. Personne racisée
- u. c. Membre de la communauté LGBTQ2+
- v. d. Personne handicapée
- w. e. Personne ayant immigré au Canada au cours des cinq dernières années

Oui	1
Non	2
Je préfère ne pas répondre	99

Ce sondage a été réalisé pour le compte du ministère des Finances Canada et est enregistré conformément à la Loi canadienne sur l'accès à l'information. Nous vous remercions beaucoup de votre participation.

N. INSCRIRE : Langue de l'entrevue

Anglais	1
Français	2